




○ ○ ○ ○ ○ ○ ○ ○ ○

RAPPORT D'ACTIVITÉ.

2021
2025

Cfdt: ÎLE DE FRANCE

PRÉAM- BULE



Voté à l'unanimité par le Bureau régional du 10 mars 2025, ce rapport d'activité retrace les quatre dernières années d'activité de la CFDT Île-de-France.

Le 56^e congrès de Montrouge de septembre 2021 avait défini des orientations traduites ensuite dans un plan de travail. Les objectifs fixés ont globalement été atteints, même si ce mandat a été fortement marqué par les événements liés à l'actualité, à l'instar du mouvement social contre la réforme des retraites au premier semestre 2023 qui nous a tous mobilisés.

Le mandat a débuté en pleine pandémie, obligeant notre organisation à s'adapter et à répondre présente au plus près des travailleurs franciliens très touchés par la crise sanitaire et ses conséquences, et par la suite pour mettre en avant les travailleurs essentiels, tant sollicités et si peu valorisés.

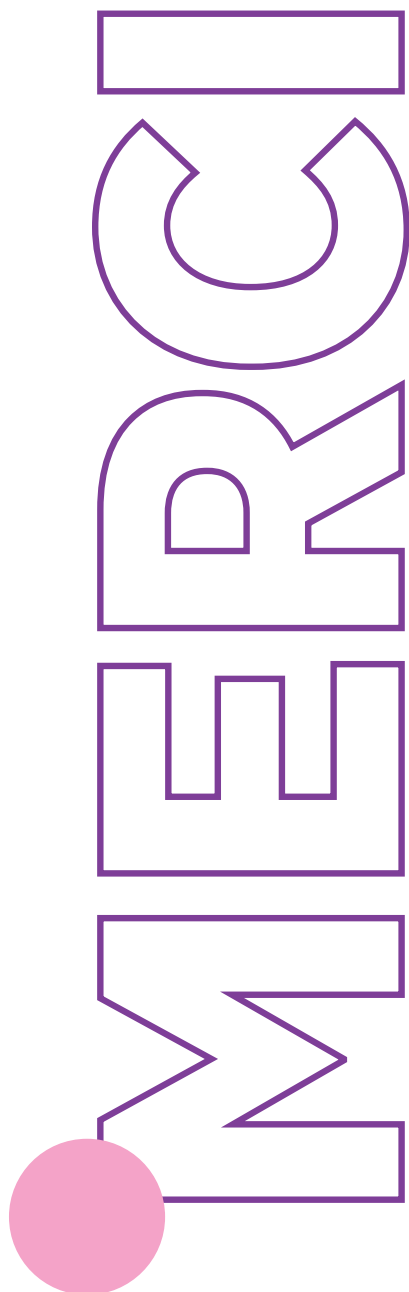
Parmi les faits marquants de ce mandat, retenons :

- Un taux de progression des adhésions parmi les plus élevés depuis 20 ans, en 2023 et 2024 ;
- Le plus grand mouvement social de ces vingt dernières années, avec 14 journées de manifestations d'ampleur nationale à Paris. Toute une génération de militants et de responsables s'engageait pour la première fois dans un mouvement social de cette ampleur ;
- La finalisation de notre évolution interne après 20 ans de réforme qui coïncidait avec nos 100 ans fêtés avec fierté lors du congrès extraordinaire de juin 2023 ;
- À l'issue du dernier scrutin de décembre 2024, la CFDT a retrouvé sa seconde place d'organisation syndicale représentative dans les TPE ;
- Enfin, l'Union régionale a su créer une véritable confiance avec ses syndicats et renforcer la proximité avec eux.

Le document que vous allez découvrir illustre l'engagement de toute la CFDT Île-de-France pour faire vivre notre syndicalisme interprofessionnel.

Diego MELCHIOR
secrétaire général





Au cours de ces quatre années, la CFDT Île-de-France a poursuivi son action sur l'accompagnement des équipes syndicales et de proximité avec les adhérents et les travailleurs au travers du dispositif ARC.

Elle a aussi assuré l'organisation du mouvement social contre la réforme des retraites sur la région et finalisé son évolution interne.

Elle a également représenté la CFDT sur l'ensemble du territoire francilien en portant des revendications dans les lieux de gouvernance et lors des rencontres avec les pouvoirs publics, plus fréquentes depuis la crise, pour obtenir des résultats.

La CFDT Île-de-France s'est mobilisée sur l'emploi, la formation professionnelle, le handicap, la qualité de l'air, le logement, la QVCT, la lutte contre les violences sexistes et sexuelles et sur bien d'autres sujets encore.

Ces actions ont pu être menées grâce au travail collectif de toute **l'équipe** interprofessionnelle :

- Les **délégués régionaux et chargés de mission** de l'Union régionale et de l'IREFE qui sont en charge de la mise en œuvre opérationnelle du plan de travail et des projets. Ils ont accompagné, soutenu et formé les équipes syndicales, les militants et adhérents.
- Les **équipes des Unions territoriales** interprofessionnelles sur les territoires.
- Les **mandatés de l'interprofessionnel**, porteurs des valeurs et des revendications de la CFDT dans les instances ou organisations paritaires en Île-de-France. Ils sont plus de 1000 à œuvrer pour la CFDT, les salariés et l'intérêt général en dehors des murs de l'entreprise.
- L'ensemble du **personnel administratif** qui assure au quotidien le bon fonctionnement de la CFDT en Île-de-France et l'accueil de proximité des travailleurs, adhérents, militants, stagiaires de formation.

N'oublions pas bien sûr l'implication de nombreux militants et militantes issus de l'ensemble des syndicats d'Île-de-France.

MERCI À TOUTES ET À TOUS.





SOMMAIRE



INTRODUCTION

À L'ÉPREUVE DES ÉVÉNEMENTS,
UNE CFDT ÎLE-DE-FRANCE QUI A SU GARDER LE CAP 7

CHAPITRE 1

UNE CFDT ÎLE-DE-FRANCE EN ACTION
POUR DES EMPLOIS DE QUALITÉ ET DES PARCOURS
PROFESSIONNELS SÉCURISÉS 22

CHAPITRE 2

LE TRAVAIL AU CENTRE DES REVENDICATIONS
DE LA CFDT ÎLE-DE-FRANCE 27

CHAPITRE 3

LA CFDT ÎLE-DE-FRANCE, PARTIE PRENANTE
DE TOUS LES COMBATS CONTRE LES DISCRIMINATIONS
ET L'INTOLÉRANCE 31

CHAPITRE 4

EN ACTION POUR FAIRE VIVRE LA SOLIDARITÉ
PAR LA PROTECTION SOCIALE 37

CHAPITRE 5

LA CFDT ÎLE-DE-FRANCE, PORTEUSE D'UN PROJET
POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE JUSTE DE NOTRE
RÉGION ET UN CADRE DE VIE QUI PROFITE À TOUS 42

CHAPITRE 6

UNE MANDATURE MARQUÉE PAR LE RENFORCEMENT
DE NOTRE ORGANISATION 49

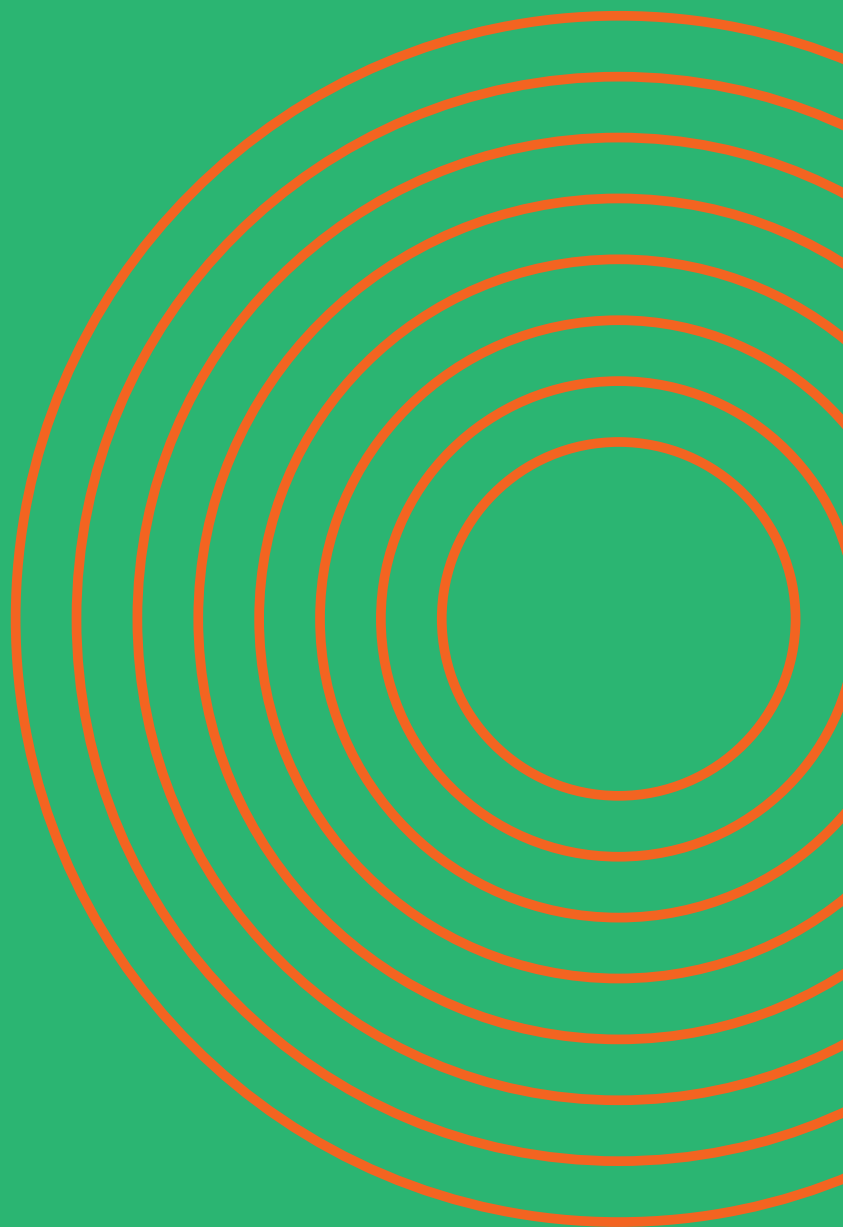
CHAPITRE 7

LA PROXIMITÉ AU CŒUR DE NOTRE STRATÉGIE 58

CONCLUSION 70

ANNEXES 72

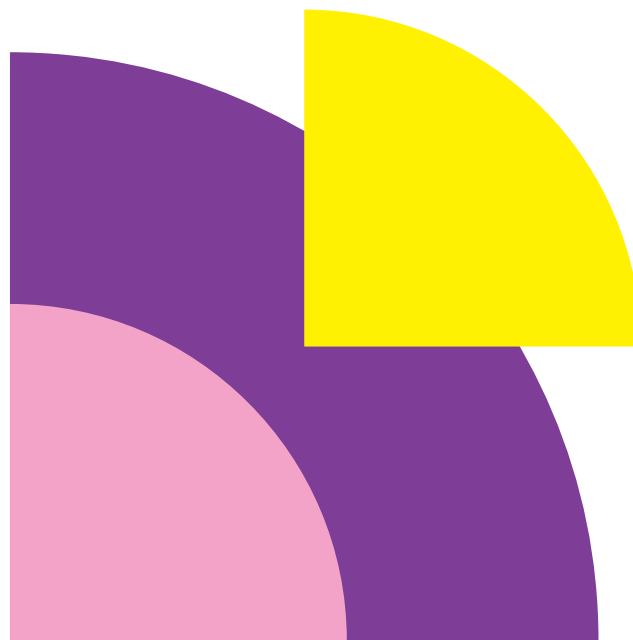
INTRO- DUCTION



**À L'ÉPREUVE
DES ÉVÉNEMENTS,
UNE CFDT ÎLE-DE-FRANCE
QUI A SU GARDER LE CAP**



INTRO- DUCTION



Les quatre années du mandat 2021-2025 ont été marquées par de nombreux événements politiques, économiques et sociaux qui sont venus interférer avec l'action syndicale quotidienne de la CFDT Île-de-France.

Rarement dans notre histoire syndicale un mandat aura été aussi profondément percuté par des facteurs externes. Néanmoins, cela n'a pas ébranlé l'organisation qui a su garder le cap tout en adaptant sa stratégie.



En 2021, au congrès de Montrouge qui s'était tenu en pleine crise sanitaire, la résolution d'orientation votée par les syndicats exprimait clairement la volonté que le monde de l'après-pandémie ne soit plus le même que celui d'avant mars 2020.

Hélas, le monde d'aujourd'hui ressemble tristement au monde d'avant la pandémie. Au sortir de la crise du Covid, la CFDT a alerté sur l'état de « fatigue » de notre société et sur les risques de tensions que cela pouvait engendrer. Les événements

qui ont marqué les quatre années de ce mandat sont venus hélas confirmer cette intuition.

Malgré tout, durant ces quatre années, la CFDT Île-de-France n'a eu de cesse de revendiquer et d'agir auprès des employeurs, du Conseil régional d'Île-de-France et des services déconcentrés de l'État. La CFDT Île-de-France est allée également, sans relâche, à la rencontre des travailleurs franciliens, des adhérents et des équipes syndicales, pour les conseiller, les soutenir, les accompagner.

26 septembre 2023 à Cergy

RÉPONSES À EMPORTER

Le dispositif national « Réponses à emporter » a été largement déployé sur les territoires franciliens. Le format et l'organisation concrète de ces initiatives (barnum, documentation...) ont également servi à de nombreuses reprises pour aller à la rencontre des salariés sur leurs lieux de travail et de vie.



UNE SORTIE DE CRISE SANITAIRE QUI LAISSE DES TRACES

Pendant deux ans, le monde aura été confronté à plusieurs vagues de Covid et à une crise sanitaire sans précédent. Le début de la mandature a donc eu lieu pendant un confinement, avec des règles sanitaires drastiques et de nombreuses incertitudes sur la gestion de la crise sanitaire.

Lors de cette période difficile, la CFDT Île-de-France a pu maintenir le fonctionnement de ses instances et organiser, même à distance, des moments de débat interne. Elle a aussi assuré le traitement et les réponses aux demandes de salariés et adhérents. Les équipes syndicales ont dû s'adapter et innover dans leurs pratiques syndicales pour continuer à assurer le lien avec les travailleurs.

Le télétravail s'est largement développé durant cette période et est même devenu, dans certains secteurs et dans les sièges sociaux, une organisation du travail à part entière. Cependant, les salariés, en particulier les cadres, ont pu vivre, au gré des choix des directions et du management, des écarts entre des injonctions à télétravailler massivement et des injonctions à revenir occuper les bureaux largement désertés pendant la crise sanitaire.

Le Covid aura laissé des traces importantes dans notre société mais aussi dans les collectifs de travail dont nous ne mesurons pas encore toute la portée.

AVEC LES TRAVAILLEURS ESSENTIELS, L'ÂME DU MOUVEMENT SYNDICAL

Les travailleurs issus du monde de la santé, ont été mis à l'honneur pendant la crise sanitaire. Grâce à la CFDT, des avancées pour ces salariés ont été obtenues au travers du Ségur sans pour autant qu'ait été questionné sur le fond notre modèle en matière de santé pu-



3 février 2022, mobilisation des travailleurs essentiels de Beaugrenelle à Cambronne

blique et de service aux usagers. L'après-pandémie n'a pas été l'occasion d'acter des évolutions nécessaires et les métiers du soin et de la santé manquent encore d'attractivité. Agents de propreté, de sécurité, employés de la grande distribution, vendeurs de fruits et légumes, acteurs de l'import-export, employées à domicile, d'aide à la personne... Ces « salariés essentiels » n'ont jamais cessé de travailler pendant les confinements. Pourtant, malgré l'action de terrain des militants de ces champs professionnels, la juste reconnaissance des métiers n'a pas été à la hauteur de l'engagement des salariés.

Pour donner de la visibilité à ces salariés, accélérer leur prise en compte par le ministère du Travail et inciter les branches professionnelles à négocier, la CFDT Île-de-France, avec les syndicats et les fédérations les plus concernés, a organisé deux marches des « invisibles » pour rappeler à notre société le rôle et la place de ces femmes et de ces hommes – surtout des femmes – qui ont assuré les activités essentielles de notre pays. La première, qui a eu lieu le 3 février 2022 de Beaugrenelle à la place Cambronne, avait pour slogan « Rémunérations, conditions de travail, par-

LE TÉLÉTRAVAIL :
SENSIBILISER,
REVENDIQUER,
ADAPTER
20 mai 2022,
webinaire sur
le travail hybride
et le télétravail

8 mars 2022
Marche des essentiels

cours professionnels: pour une juste reconnaissance! » La seconde a été organisée dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes, le 8 mars, sur la symbolique place du Panthéon.

Ces mobilisations ont été l'occasion de mettre en avant les problématiques salariales, dans un contexte de forte inflation, mais aussi des questions de conditions de travail et de formation professionnelle.

La CFDT Île-de-France a également développé un appui spécifique, notamment en matière de communication, à certaines équipes de ces secteurs, comme auprès du Syndicat francilien de la propreté.

DES RELATIONS INTERNATIONALES ET EUROPÉENNES FORTEMENT MARQUÉES PAR LA GUERRE EN UKRAINE ET LE CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

Sur le plan international, c'est d'abord la guerre en Ukraine qui aura le plus marqué les esprits. L'invasion russe de l'Ukraine le 24 février 2022 a fait revenir le spectre de la guerre aux portes de l'Europe.

La CFDT a immédiatement et fermement condamné l'agression russe et apporte son soutien aux Ukrainiens ainsi qu'aux opposants démocrates russes qui s'élèvent contre la politique de Vladimir Poutine. Le 15 mars, l'Union régionale, avec la Confédération, a organisé une conférence pour la paix en Ukraine.

La CFDT Île-de-France appellera également à la manifestation de soutien à l'Ukraine qui se tient chaque samedi à Paris et participera financièrement à la caravane intersyndicale de la Confédération européenne des syndicats.

Les attentats terroristes perpétrés par le Hamas le 7 octobre 2023 sur des civils israéliens auront été le second événement international marquant. La CFDT a condamné sans réserve les actes de barbarie, les mises en scène odieuses de meurtres et de prises d'otages. La réaction d'ampleur d'Israël à Gaza, tuant massivement des civils, a également amené l'organisation à prendre position en faveur d'un cessez-le-feu immédiat afin d'éviter toute escalade.

La CFDT s'est également opposée à l'importation de ce conflit dans l'espace public français et a condamné les actes et les propos antisé-



mites dont le nombre s'est fortement accru dans les mois qui ont suivi le 7 octobre. Elle a ainsi participé le 12 novembre à la marche républicaine contre l'antisémitisme.

À plusieurs reprises également, la CFDT Île-de-France a été présente dans les rassemblements de soutien aux mouvements démocratiques, à l'instar du mouvement iranien « Femme, vie, liberté » ou au rassemblement en soutien à l'Union générale tunisienne du travail victime d'attaques par le gouvernement tunisien.

Enfin, la victoire de Donald Trump à l'élection présidentielle américaine en novembre 2024 est venue bouleverser à nouveau la situation géopolitique. Il y a en effet matière à être inquiet au regard des déclarations et des intentions affichées du nouveau président, notamment en matière de relations avec les alliés européens des États-Unis.





RÉFORME DES RETRAITES : DE LA CRISE SOCIALE À LA CRISE DÉMOCRATIQUE

Dès septembre 2022, le président de la République annonce qu'il appliquera le programme pour lequel il a été élu, et affirme en particulier sa volonté de réformer les retraites en reportant l'âge légal à 65 ans. La CFDT, fidèle à ses orientations de congrès, s'oppose fermement et obtient une concertation durant l'automne au sein de laquelle elle avance ses propositions. En janvier 2023, le gouvernement annonce pourtant que la réforme des retraites comportera une mesure d'âge: le report de l'âge légal de départ en retraite à 64 ans.

Sur le plan national comme régional, une intersyndicale composée des huit organisations

syndicales de salariés se constitue et démarre un mouvement social afin d'exiger le retrait d'une réforme injuste et brutale.

La réussite des manifestations parisiennes était indispensable au succès du mouvement au niveau national. Les syndicats d'Île-de-France se sont largement mobilisés pour organiser la participation de leurs adhérents, présenter les positions de la CFDT et répondre aux salariés et agents, dans leurs entreprises et administrations. Les militants des unions territoriales de retraités d'Île-de-France ont également illustré, par leur participation active dans les cortèges, ce que la CFDT revendique depuis toujours: la solidarité et la justice sociale entre les générations, hier comme demain.

LE RENDEZ-VOUS DES RETRAITES

Quatorze journées de mobilisation réunissant des dizaines de milliers de personnes sans débordements majeurs, dans la dignité et dans un esprit festif et convivial ont été organisées à Paris. Le service d'ordre régional dont la constitution remonte à 1993 a joué un rôle crucial dans le bon déroulement de l'ensemble des manifestations.

L'interprofessionnel francilien, appuyé par ses militantes et ses militants, a été au rendez-vous pour assurer la mobilisation sur tous ces aspects : organisation et animation des manifestations, acheminement en bus des manifestants depuis les départements, actions menées en proximité par les unions territoriales interprofessionnelles notamment dans les bassins d'emploi en allant au contact des travailleurs, informations auprès des adhérents et du grand public...

Pourtant, face à une mobilisation sociale sans précédent, qui a vu nombre de travailleurs et de citoyens manifester, y compris parfois pour la première fois, la seule réponse offerte par l'exécutif a été de considérer que le président de la République avait été élu sur un programme qui prévoyait cette réforme.

La CFDT a parlé de crise démocratique mais cette crise ne datait pas de ces derniers mois. Elle se traduit depuis plusieurs années par un climat de défiance sans cesse croissant envers les élus et les institutions ; par une chute libre du nombre de militants dans les partis et mouvements politiques ; ou encore par une abstention en hausse quasi continue depuis 20 ans.

Le début de l'année 2025 a vu le sujet des retraites reprendre à nouveau une place importante dans l'actualité avec l'ouverture d'un « conclave » de trois mois ayant pour objectif de faire évoluer la réforme des retraites. Dans ce cadre, la CFDT a rappelé son opposition aux 64 ans et pèsera pour rétablir justice et équité dans le système.



LE SÉMINAIRE DES RÉGIONS CAPITALES, UN RENDEZ-VOUS EUROPÉEN

Les organisations syndicales des régions capitales d'Europe se retrouvent tous les ans dans une ville d'accueil autour d'une thématique programmée en amont. La période du Covid a obligé les organisations syndicales à attendre avant de se réunir physiquement, d'abord en juin 2023 à Belgrade (Serbie), et en novembre 2024 à Madrid (Espagne), pour aborder différents thèmes tels que la transition écologique, la santé au travail, ou encore les questions liées aux difficultés de logement, le transport public et la lutte contre l'extrême droite.

Ces trois dernières thématiques font l'objet de groupes de travail. Ainsi, la CFTD Île-de-France participe à celui dédié aux transports publics. Nous travaillons en étroite coopération avec les Espagnols de la Confederación Sindical de Comisiones Obreras (CC.OO) et les Italiens de Confederazione Italiana Sindacati Lavoratori (CISL). Le séminaire de Madrid a aussi validé le travail produit en commun pour faire de cette cause transversale qu'est la lutte contre l'extrême droite un réel engagement intersyndical européen.

Au cours de cette mandature, il faut noter qu'une majorité d'organisations a décidé de suspendre de notre instance l'organisation syndicale moscovite pour avoir soutenu de manière outrancière la guerre contre l'Ukraine et en soulignant son accord total avec les orientations politiques du Kremlin. La CFTD Île-de-France a clairement affiché son accord avec cette décision votée lors du séminaire des régions capitales à Belgrade en juin 2023.

DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES À LA DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Dans le cadre des élections européennes du printemps 2024, l'Union régionale s'est mobilisée en tractant dans les territoires, et en organisant une rencontre avec d'autres organisations syndicales européennes (OPZZ de Varsovie, UGT de Madrid et CSC de Mons-La-Louvière). Chacune d'entre elles a pu exposer son engagement dans la lutte contre l'extrême droite. L'association Sauvons l'Europe, signataire du Pacte du pouvoir de vivre, est également intervenue pour rappeler l'intérêt de soutenir l'Union européenne au regard de

la montée du populisme et la mise en danger des valeurs démocratiques.

La dissolution surprise au lendemain des élections européennes par Emmanuel Macron a fait planer un risque réel de victoire de l'extrême droite à cette élection législative anticipée des 30 juin et 7 juillet 2024. Finalement, les résultats du second tour ont été accompagnés d'un véritable soulagement car l'essentiel avait été atteint : une défaite du Rassemblement national (RN) auquel la CFTD a largement contribué en étant ferme sur ses valeurs.

Il n'en reste pas moins que près d'un électeur sur trois a voté pour l'extrême droite au niveau national.



**AGIR CONTRE LE VOTE RN
SUR LES TERRITOIRES**
1^{er} mai 2024
Tractages à Roissy-CDG et à La Défense

En Île-de-France, le RN a obtenu au second tour 17,02 % des voix. Ce résultat marque une augmentation par rapport aux élections de 2022 où son score était d'environ 3,58 %, du fait de l'absence au second tour de bon nombre de ses candidats. Cela reflète une progression du nombre d'électeurs de ce parti et son influence dans la région.

Le RN a réussi à faire élire quatre députés en Île-de-France. Cela représente une progression par rapport aux deux députés obtenus en 2022 dans les départements de la Seine-et-Marne (77) et de l'Essonne (91). Les circonscriptions où le RN a connu de bons résultats se situent principalement dans la grande couronne, notamment en Seine-et-Marne, où deux sièges ont été remportés et où le parti a renforcé son influence.

Toutefois, l'Île-de-France résiste au vote RN en comparaison à d'autres régions, avec sa population dense, diverse et souvent plus urbaine.

La CFDT Île-de-France a réaffirmé à cette occasion sa position : « *on ne discute pas avec l'extrême droite, on la combat* » : convaincre les travailleurs de la dangerosité des idées et du programme d'extrême droite, oui ; rencontrer, discuter ou négocier avec des élus RN, non. Et la CFDT Île-de-France l'a traduit concrètement en organisant dans les départements plusieurs dizaines d'actions de proximité en allant à la rencontre des travailleurs et citoyens pour les appeler à voter contre l'extrême droite au premier et au second tour. À partir de septembre, la CFDT Île-de-France a également conçu et commencé le déploiement d'un plan d'action de lutte contre l'extrême droite en y associant les syndicats volontaires.

LA CFDT ÎLE-DE-FRANCE, ENGAGÉE DANS LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Mobilisée dans toutes les marches féministes et intersyndicales, la CFDT Île-de-France a activement participé aux actions de la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes le 25 novembre, ainsi qu'aux manifestations du 8 mars pour la Journée internationale des droits des femmes et à celles du 28 septembre, Journée internationale pour le droit à l'avortement. Le 8 mars 2022, la Journée a pris la forme d'une mobi-

RÉFLÉCHIR ET AGIR AVEC D'AUTRES
Quelques jours après les élections législatives, le magazine de l'Union régionale, *Solidaires*, a organisé un échange entre Diego Melchior, secrétaire général, et Anne Dujin, la rédactrice en chef de la revue *Esprit*.



lisation pour une reconnaissance des travailleuses essentielles.

La CFDT Île-de-France a été particulièrement active lors des mobilisations contre la réforme des retraites, notamment pour attirer l'attention sur les impacts spécifiques de cette réforme sur les femmes. En effet, les femmes aux carrières fractionnées, interrompues ou réduites, souvent en raison de la maternité ou du poids de la parentalité, sont particulièrement désavantagées par cette réforme. Le 8 mars 2023, lors d'une mobilisation intersyndicale à La Défense, la CFDT Île-de-France a mis en avant cette inégalité, s'inscrivant pleinement dans son engagement féministe.

La CFDT Île-de-France s'est également inscrite dans toutes les initiatives intersyndicales pour dénoncer les multiples inégalités et le manque de moyens alloués à la lutte contre les violences faites aux femmes, tant au travail que dans la société.

Elle a aussi poursuivi cet engagement en « donnant » l'alerte dans le cadre de la campagne des élections législatives anticipées. Ainsi le 23 juin 2024, elle a participé, aux côtés d'autres syndicats et associations féministes, à une mobilisation visant à sensibiliser la population francilienne aux risques pour les droits des femmes en cas de prise de pouvoir par l'extrême droite. Cette mobilisation visait à dénoncer les potentielles régressions que pourraient entraîner des politiques hostiles aux avancées pour les femmes en matière

Aux côtés d'autres associations féministes, la CFDT a exigé la constitutionnalisation du droit à l'IVG, un combat féministe qui a porté ses fruits puisque ce droit est désormais inscrit dans la Constitution française et depuis le 8 mars 2024.



28 septembre 2022, Journée internationale pour le droit à l'avortement

d'égalité des droits et de lutte contre les violences qui leur sont faites.

Force est de constater que beaucoup reste à faire et que la participation des militants syndicaux demeure inégale. Le travail de sensibilisation et de prise de conscience de la nécessité de se mobiliser devra être renforcé dans l'organisation pour que les militants soient de plus en plus nombreux à s'approprier ces questions et à les intégrer dans leur action syndicale.

DES FONCTIONS PUBLIQUES PRISES POUR CIBLE

Pendant ces quatre années, les fonctions publiques ont été prises pour cible sous fond de « fonctionnaires bashing ». Les coupes budgétaires ont particulièrement touché les fonctions publiques, en particulier l'Éducation nationale et les collectivités locales, ce qui s'est traduit par un recours accru aux contractuels dans la fonction publique territoriale et une mise sous pression des agents. Le statut de la

fonction publique qui offre un cadre protecteur a été remis en cause à plusieurs reprises, sans réflexion plus générale sur les missions de services publics.

L'absence de vision de long terme des décideurs à laquelle s'est ajouté un état d'esprit marqué par l'idéologie néolibérale a affaibli les services aux publics. D'une part, les agents ont ainsi souffert du manque de reconnaissance, de l'absence de dialogue social dans leur administration, et d'autre part, les usagers ont vu une dégradation accrue des services publics de proximité qui explique dans certains territoires le basculement d'une partie de l'électorat vers l'extrême droite.

La CFDT n'a eu de cesse de rappeler que les fonctionnaires sont « une richesse » et que les services aux publics de qualité et de proximité renforcent la cohésion de la société et contribuent à la solidarité.

À chaque fois qu'il l'a fallu, la CFDT Île-de-France est venue en appui des syndicats, fédérations de fonctionnaires et de l'UFFA (CFDT Fonctions publiques) pour assurer les mobilisations, diffuser les pétitions ou interpellier les interlocuteurs publics.

En Île-de-France, la question de l'avenir des services publics, en particulier ceux de proximité, aura marqué la mandature. La CFDT Île-de-France n'a eu de cesse d'interpeller les pouvoirs publics sur leur situation dans de nombreux territoires.

5 décembre 2024
Manifestation Fonctions publiques





13 octobre 2023
Mobilisation européenne
pour le pouvoir d'achat

DÉFENDRE LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

Le 21 janvier 2024, la CFDT Île-de-France, en intersyndicale avec la CGT, l'Unsa, la FSU et Solidaires ont participé à la Marche citoyenne contre la loi immigration, dite « loi de la honte », tant elle portait atteinte aux personnes et aux valeurs de la République. Cette mobilisation, à quelques jours de l'annonce de la décision du Conseil constitutionnel sur la conformité de cette loi à la Constitution, a été plutôt bien suivie à Paris, moins ailleurs en France. Au final, le Conseil constitutionnel a censuré une grande partie de la loi sur le fond et la forme. Sur le fond ont été censurés l'article 1^{er} de la loi Immigration prévoyant la fixation par le parlement du nombre d'étrangers autorisés à s'installer en France, à savoir les « quotas d'immigrés » et l'article 38 de la loi autorisant le relevé des empreintes digitales et la prise de photographie d'un étranger sans son consentement.

Pour la CFDT Île-de-France, la vigilance reste de mise car la volonté politique de durcir les règles pour les travailleurs immigrés s'est encore accentuée depuis l'automne 2024.

UNE SITUATION RÉGIONALE TENDUE SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

En Île-de-France, le secteur tertiaire marchand contribue à 81 % à la hausse de l'activité économique régionale, notamment grâce à l'hébergement et la restauration, l'information et la communication et les activités spécialisées, scientifiques et techniques. En 2023, les Hauts-de-Seine et Paris sont les plus moteurs (respectivement +3,6 % et +3,3 %), devant la Seine-et-Marne (+2,7 %).

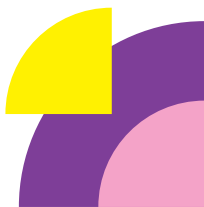
Si le chômage baisse au lendemain de la crise

sanitaire (7,5 % en moyenne en France, 7 % en Île-de-France en 2022), la lassitude des populations, en particulier des plus jeunes, est une réalité manifeste. De nombreux emplois sont restés par ailleurs non pourvus, en particulier dans les métiers les plus pénibles et les moins bien rémunérés. Les travailleurs sont aussi nombreux à s'interroger sur le sens donné à leur travail.

L'économie francilienne ralentissait encore nettement en 2023, tout en restant l'une des plus dynamiques de France métropolitaine. Le contexte inflationniste a persisté au premier semestre 2023 et n'a reflué qu'à partir du second semestre de cette même année.

L'inflation, pendant près de deux ans, a grevé le pouvoir d'achat de nombreux travailleurs, d'autant plus que les augmentations salariales ne suivent pas l'inflation dans de nombreux secteurs. En Île-de-France, le coût très élevé du logement pèse fortement sur le budget des ménages.

En 2024, le ralentissement de l'économie francilienne a laissé la place à de premiers signes de difficulté sur l'emploi et des défaillances d'entreprise. Ainsi, en novembre 2024, selon les chiffres communiqués par la Direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (Drieets), on comptait en Île-de-France 185 procédures de plans de sauvegarde de l'emploi concernant 15400 emplois (en 2023, la Drieets comptait 238 PSE touchant 18000 emplois). En ce qui concerne les ruptures conventionnelles collectives, 40 procédures étaient comptabilisées en 2024, touchant 11000 emplois, contre 60 en 2023, pour 3000 emplois.



UNE RÉGION ÎLE-DE-FRANCE ENTRE GRANDS PROJETS ET HAUSSE DES INÉGALITÉS

Au sein de la région Île-de-France, les inégalités se maintiennent. L'Île-de-France reste une région de contrastes avec les territoires les plus riches mais aussi les territoires les plus pauvres. 15,5 % de la population francilienne vit sous le seuil de pauvreté, soit environ 1,8 million de personnes (14,6 % sur le plan national). Par ailleurs, les inégalités touchent plus fortement les jeunes et les familles monoparentales.

Les émeutes de l'été 2023 sont venues rappeler la réalité de l'enclavement des banlieues franciliennes. Le 27 juin 2023, la CFDT Île-de-France a fait part de son émotion après la mort tragique, à Nanterre, de Naël, un jeune homme de 17 ans, victime d'un tir policier.

Dans plusieurs villes d'Île-de-France, les tensions et les violences ont duré plusieurs nuits. La CFDT Île-de-France a appelé à l'apaisement et au retour au calme pour le bien des habitants de ces quartiers qui subissent des dégradations. Elle a aussi considéré que ce drame a participé à renforcer le sentiment d'injustice des quartiers défavorisés alors que la population a besoin que le dialogue entre les jeunes et les forces de l'ordre soit renoué. La CFDT Île-de-France avait d'ailleurs alerté depuis des années sur la nécessité de mettre en œuvre des politiques publiques ambitieuses en faveur des quartiers populaires franciliens qui reposent sur la justice sociale et le vivre-ensemble.

Et à son niveau, la déclinaison de forums de l'emploi dans les quartiers prioritaires de la ville comme en novembre 2024 à Noisy-le-Sec est une initiative qui a permis d'agir concrètement contre la discrimination que vivent en particulier les jeunes de ces territoires.

Durant cette mandature, la CFDT Île-de-France a exprimé à plusieurs reprises ses désaccords avec la politique du Conseil régional, que ce soit sur les 40 propositions du choc de décentralisation ou la politique régionale sur l'emploi et la formation.

Nous avons déploré les choix réalisés au détriment des plus modestes. La CFDT Île-de-France s'est aussi indignée publiquement de la réduction des moyens des acteurs de la région à l'instar des missions locales. Et au plan de l'emploi, après la suppression de Défi métiers en 2022, la CFDT Île-de-France a

considéré que l'annonce faite le 12 novembre 2024 par la présidente de Région de cesser le financement du plan régional d'investissement sur les compétences était inadmissible. Cette annonce a été d'autant plus contestée par la CFDT Île-de-France qu'elle a été faite sans concertation avec le Comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles (Crefop).

La CFDT Île-de-France fait ainsi le constat que la politique du Conseil régional d'Île-de-France, depuis la réélection de Valérie Pécresse en 2021, n'a pas contribué à plus de justice sociale.

Pourtant, la région Île-de-France rayonne largement en France et en Europe, situation qui s'est renforcée avec la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne et la tenue des Jeux olympiques et paralympiques en 2024.

Les grands projets tels que le prolongement des lignes de métro du Grand Paris ou encore l'accueil d'événements sportifs et culturels majeurs sont générateurs d'emploi et d'activités économiques mais ne profitent pas équitablement aux populations et à tout le territoire.

JOP 2024 : L'ÎLE-DE-FRANCE AU CENTRE DU MONDE

Les Jeux olympiques et paralympiques (JOP) ont été une réussite événementielle saluée aussi bien à l'international qu'au niveau national. Beaucoup d'inquiétudes s'étaient exprimées en Île-de-France durant les mois précédant les compétitions concernant l'encombrement des transports publics, les difficultés de circulation, la sécurité ou encore la baisse d'activité de certains hôtels parisiens. Mais finalement, les résultats, ont été au rendez-vous, avec un accueil et une organisation réussie, des transports fluides et une sécurité assurée.

Néanmoins, les JOP sont restés un événement essentiellement francilien puisque 44,6 % des visiteurs provenaient de la région Île-de-France, et seulement 12,5 % d'autres régions françaises. Bien sûr, pour France Télévisions, le succès a également été important, avec un record d'audience sur la période, les JOP ayant été massivement suivis à la télévision. Durant cette période, la CFDT Île-de-France a maintenu une permanence mail et physique accessible tout l'été. Elle a été peu sollicitée, mais certaines requêtes ont toutefois fait l'ob-





INFORMER LES SALARIÉS SUR LEURS DROITS PENDANT LES JO

Plaquette d'information diffusée sur les bassins d'emploi proches des sites olympiques.

jet de remontées aux services de l'État, comme la situation des chauffeurs de bus intérimaires. La CFDT Île-de-France a en effet alerté sur les problèmes de formation de ces chauffeurs et le manque d'information sur les circuits de circulation. Le comité d'organisation des jeux olympiques, dans sa réponse, a reconnu les problèmes et fait des propositions de dispositifs pour y remédier.

Environ 180 000 personnes, y compris les sous-traitants, ont été mobilisées par les JOP, et un tiers de cette population s'est retrouvé sans emploi à l'issue des Jeux. Le lancement de la plateforme régionale « Mon emploi après les Jeux », soutenue par l'État, la région et les partenaires sociaux au printemps 2024, a permis d'anticiper les travaux sur la pérennisation des emplois créés pendant les JOP. La CFDT Île-de-France a poursuivi son implication dans ce suivi à l'automne 2024 et est restée mobilisée pour assurer un héritage social durable, notamment à travers des partenariats avec des entreprises pour offrir des opportunités professionnelles.

UN CONGRÈS EXTRAORDINAIRE POUR FAIRE ÉVOLUER L'INTERPROFESSIONNEL FRANCILIEN

Comme le prévoyait la résolution votée au congrès ordinaire de Montrouge en 2021, le congrès extraordinaire qui s'est tenu le 22 juin 2023 a permis de finaliser une évolution de la CFDT Île-de-France engagée il y a près de 20 ans.

La résolution d'orientation votée à 93,76 % proposait une nouvelle ambition pour l'interprofessionnel francilien. Il s'agissait de faire évoluer notre organisation au service des travailleurs, adhérents et équipes syndicales en

créant une gouvernance régionale unique et en renforçant l'action interprofessionnelle de proximité.

Ce congrès est à la fois un aboutissement politique d'une vingtaine d'années d'évolution interne et le démarrage de chantiers de mise en œuvre pour une réforme pleinement opérationnelle au 1^{er} janvier 2026. Le congrès ordinaire de Dammarie-lès-Lys procédera à la modification des statuts de l'Union régionale prenant en compte les décisions prises lors du congrès extraordinaire.

Enfin, la proximité s'est incarnée à la suite du congrès extraordinaire par des expérimentations comme sur la zone aéroportuaire de Roissy ou sur le plateau de Saclay, mêlant accueil de proximité sur site, soutien et formation des équipes syndicales et animation de réseaux militants.

À l'occasion du congrès extraordinaire, nous avons pu fêter les 100 ans de la CFDT Île-de-France dont la création remonte à février 1923. De très nombreuses militantes et militants, qui ont assisté à la table ronde, ont été heureux de découvrir la riche histoire de notre organisation.

100 ANS POUR UN SYNDICALISME ENGAGÉ ET SOLIDAIRE

Lors du congrès extraordinaire, la CFDT Île-de-France a présenté une exposition thématique et recueilli les témoignages des anciens secrétaires généraux de l'Union régionale dans une vidéo.

Une table ronde a complété cette fête.





LA TOURNÉE DES SYNDICATS: LA CFDT ÎLE-DE-FRANCE À LA MANŒUVRE

Décidée au congrès confédéral de Lyon en 2022 et lancée en janvier 2023, la tournée des syndicats organisée en proximité par les unions régionales, en lien avec les fédérations, a permis de rencontrer tout au long de l'année 2023 la majorité des syndicats présents en Île-de-France.

Au total, 67 des 75 syndicats franciliens ont été rencontrés. La CFDT Île-de-France s'est largement impliquée dans ces rencontres destinées à écouter et recenser les besoins des syndicats. Elle a également participé, à la demande de la confédération, à la quasi-totalité des rendez-vous des syndicats nationaux ayant, majoritairement, des adhérents sur la région.

nombre d'adhérents. L'implication des militants en proximité dans les entreprises et les administrations explique aussi ces résultats historiques.

Le développement syndical est la pierre angulaire de notre action et un enjeu de vitalité et de survie de notre syndicalisme dans une période où les tensions économiques et sociales se sont accrues.

C'est enfin la proximité, en étant toujours plus en contact sur les bassins de vie et les bassins d'emploi, qui permet de renforcer notre syndicalisme et d'accroître notre nombre d'adhérents.

En matière de développement syndical, le mouvement des retraites a eu un impact très fort sur l'adhésion des salariés, dans notre région comme partout en France. Ainsi, entre 2022 et 2024, le nombre de cotisations s'est accru de + 6,82 %, quand le nombre d'adhérents a bondi de +22,61 %.

La CFDT Île-de-France a clôturé l'exercice 2024 avec 112 582 adhérents, soit une progression de 30 938 cotisations (+2,7 %).

Les « Coup d'Boost », qui chaque année récompensent la progression des adhésions au niveau national, ont souvent mis à l'honneur des équipes franciliennes ainsi que le travail de l'Union régionale. En 2023, trois syndicats franciliens et l'Union régionale ont été mis à l'honneur. La médaille d'or de la catégorie des adhésions du 1^{er} juillet au 31 décembre 2023 a été remise au Syndicat énergie-chimie Île-de-France. Le Syndicat des banques et sociétés financières Île-de-France et le Syndicat des assurances Île-de-France ont reçu respectivement la médaille d'or et la médaille d'argent pour la syndicalisation des cadres. En 2024, plusieurs syndicats franciliens ont également été mis à l'honneur: les syndicats Santé sociaux Paris et du Val-d'Oise pour la progression de leur nombre d'adhérents, Interco services publics parisiens, ainsi que Services des Yvelines pour leur action en faveur de l'adhésion des jeunes, et le Syndicat francilien des finances pour la progression des adhésions des cadres.

L'Union régionale Île-de-France a reçu la médaille de bronze du taux de progression durant la même période, puis, en 2024, celle du nombre d'adhésions Découverte au niveau national.



TOURNÉE DES SYNDICATS

Le 12 juin 2024, la restitution pour les syndicats d'Île-de-France s'est déroulée à la Bourse du travail de Paris devant une centaine de responsables qui ont pu compléter le bilan et poser leurs questions.

UNE CFDT ÎLE-DE-FRANCE FORTE DE SES ADHÉRENTS

Ce mandat aura été aussi marqué par la plus forte progression du nombre d'adhérents en Île-de-France depuis 20 ans. La dynamique créée lors du mouvement social de 2023 a largement contribué à cette augmentation du



NOMBRE D'ADHÉRENTS EN ÎLE-DE-FRANCE (2023-2025)

Entre 2023 et 2024, on constate une légère hausse du nombre d'adhérents, de 0,87 %.

La tendance est positive par rapport à 2023 qui a été une année que l'on peut qualifier d'exceptionnelle.

Entre 2022 à 2024, la hausse est de + 5,64 %.

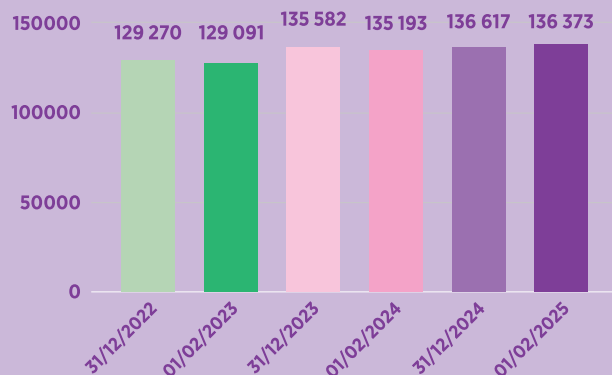


TABLEAU COMPARATIF DES COTISATIONS ET ADHÉSIONS

2022

1 097 975
CLÔTURE
COTISATIONS



129 270
ADHÉRENTS



2023

1 141 903
CLÔTURE
COTISATIONS

+4 %



135 582
ADHÉRENTS

+4,73 %

2024

1 172 841
CLÔTURE
COTISATIONS

+2,71 %



136 373
ADHÉRENTS

+0,87 %

MANDATÉS ET ANIMATION DES MANDATÉS

Lors du congrès de Montrouge, la résolution votée par les syndicats prévoyait la mise en place d'un guide des mandats de l'interprofessionnel francilien. Ce travail a été finalisé durant la mandature. En termes de méthodologie, il a fallu d'abord effectuer l'inventaire des mandats interprofessionnels en Île-de-France. Ensuite dans une deuxième étape et grâce au fichier d'adhérents Gasel, nous avons vérifié et récolté les coordonnées et données personnelles des mandats dans chaque mandat.

Une présentation de ce guide a été effectuée lors du Bureau régional du 18 novembre 2024. La question qui a été débattue lors de ce Bureau fut celle de l'utilisation de ce guide et de sa diffusion. Une majorité des membres du Bureau se sont prononcés pour une distribution de ce guide aux exécutifs des syndicats.

C'est aussi un outil de valorisation des plus de 1000 militants qui assurent ces mandats et permettent à la CFDT d'être représentée et de porter ses revendications au service des travailleurs.



METTRE EN LUMIÈRE L'ACTION DES MANDATÉS

Solidaires, le journal de l'Union régionale, met chaque trimestre en avant l'action des mandats de la CFDT Île-de-France, et leur parcours d'engagement.

Le document compilant les 16 portraits réalisés pendant le mandat témoigne de la richesse de ces parcours au service de la CFDT.

Que chacune et chacun des mandats de l'interprofessionnel soit ici remercié.





UNE CFDT ÎLE-DE-FRANCE EN ACTION POUR DES EMPLOIS DE QUALITÉ ET DES PARCOURS PROFESSIONNELS SÉCURISÉS



La CFDT Île-de-France a mis en place,
pour les équipes syndicales et avec
l'appui des cabinets d'experts partenaires,
des outils pour agir dans les entreprises
et les administrations.
Des formations ont également été conçues
par l'IREFE.

ACCOMPAGNER LES ÉQUIPES SYNDICALES SUR LA SÉCURISATION DES PARCOURS PROFESSIONNELS ET L'APPRENTISSAGE

Des rencontres d'appropriation ont permis aux équipes de mieux comprendre les licenciements dans un contexte de Covid, les alternatives aux PSE, l'action syndicale pour l'emploi et l'insertion professionnelle...

Des équipes de champs professionnels différents comme celles du syndicat Télécoms Prestataires Île-de-France (le 2 juin 2023) ou du Syndicat des agents de la Sécurité sociale (le 31 mars 2022) ont pu être accompagnées sur la sécurisation des parcours professionnels ou la gestion des emplois et des parcours professionnels.

La CFDT Île-de-France a également soutenu et présenté le dispositif TransCo (Transitions collectives), en lien étroit avec des plateformes territoriales chargées de mettre en œuvre ce dispositif comme la plateforme CDG Alliance Roissy, par exemple.



SITUATION DE L'EMPLOI ET DES MÉTIERS

En octobre 2022, *Solidaires* a consacré un dossier à l'attractivité des métiers en Île-de-France.



Le 22 juin 2021 à Roissy, une rencontre avec les équipes d'Air France et d'ADP a eu lieu avec cette plateforme pour sensibiliser sur le dispositif. La section CFDT de l'entreprise SMR France située à Dammarie-les-Lys a été accompagnée dans le cadre d'un accord TransCo en juillet 2022. Elle a pu négocier et signer un accord de gestion des emplois et des parcours professionnels incluant une dimension TransCo avec l'aide de la plateforme CDG Alliance. L'Union régionale a mis en relation les différentes parties intervenantes dans ce dispositif. Cependant, il faut signaler que ce dernier n'a pas connu le succès escompté, notamment à cause de la frilosité des employeurs.

Enfin, l'Union régionale coordonne et anime le réseau des mandats CFDT Île-de-France, en particulier chez Transitions pro Île-de-France, qui accompagnent et assistent les adhérents qui souhaitent déposer un dossier de demande de financement de formation afin de se reconverter dans un nouveau métier ou un nouveau secteur d'activité.

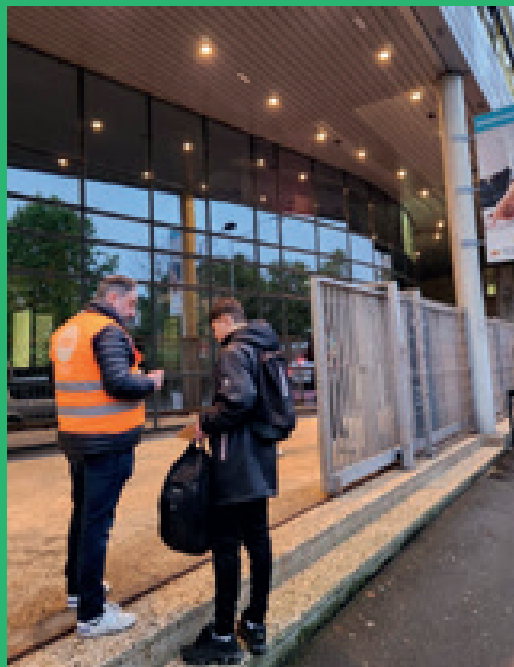
La CFDT Île-de-France défend aussi le fait que les apprentis et alternants sont également des salariés. La CFDT de l'Est Francilien, en particulier, s'est mobilisée sur ce sujet pendant l'ensemble de la mandature. Devant une douzaine de CFA de Seine-et-Marne et de Seine-Saint-Denis, des actions de diffusion du guide des apprentis de la CFDT Île-de-France, de recueil de contacts, par ailleurs utiles dans le cadre des élections TPE ont été entreprises.

APPRENTIS, DES SALARIÉS COMME LES AUTRES

Lors des actions devant les CFA, il s'agissait d'informer ce jeune public, éloigné du syndicalisme, sur ses droits et devoirs mais également les aides ou l'accompagnement auxquels il peut prétendre.

18 octobre 2024 devant le CFA du BTP de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis)

26 septembre 2024 devant le CFA IMA des pays de Montereau.



Un foodtruck installé devant le CFA a parfois permis de poursuivre les échanges avec les jeunes salariés et de les faire adhérer. La CFDT Île-de-France a aussi répondu présente à l'invitation du Syndicat du commerce interdépartemental d'Île-de-France à participer au salon de l'esthétique et de la coiffure qui réunit de nombreux apprentis.

Enfin, l'Union régionale a organisé un forum emploi à destination des jeunes des quartiers de la politique de la ville (QPV) le 28 novembre 2024 à la mairie de Noisy-le-Sec.

L'IMPLICATION DE L'UNION RÉGIONALE DANS L'ASSOCIATION CEP PARITAIRE ÎLE-DE-FRANCE

L'Union régionale s'est fortement impliquée dans l'association CEP paritaire. L'association fait elle-même partie du groupement « Évolution », constitué de plusieurs acteurs comme les cabinets Tingari et Catalys. La CFDT Île-de-France en a assuré la vice-présidence.

Ce consortium a été constitué afin de répondre aux appels d'offres du Conseil en évolution professionnelle (CEP) de France Compétences.

La mise en place du CEP a été obtenue par les partenaires sociaux, CFDT en tête. Le CEP a été mis en avant auprès de nos équipes notamment dans les formations de l'IREFE.

Le premier marché du CEP s'est terminé en juin 2023. Pour la deuxième phase de ce marché (2023-2027), un nouvel appel d'offres a été émis par France Compétences et le groupement Évolution a été à nouveau retenu.

L'association CEP paritaire a dû changer d'objet. Elle avait été créée par les organisations syndicales (CFDT, CFTC et CGT) et par les organisations patronales (U2P et CPME). Durant quatre ans, les organisations patronales se sont complètement désengagées de l'association. De ce fait, l'association n'était plus paritaire.

Le choix a été de modifier les statuts de l'association pour qu'elle soit une association exclusivement syndicale. En outre, elle ne sera plus opératrice directe du CEP mais se concentrera sur la promotion de ce dispositif. Aussi, l'Union régionale renforcera son action pour promouvoir le dispositif CEP auprès des élus CFDT notamment dans les formations syndicales.

LE COMITÉ RÉGIONAL DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION ET DE L'ORIENTATION PROFESSIONNELLES EN PANNE

Comme c'est le cas au niveau national, l'Union régionale a mis en place une coordination de tous les mandats emploi, formation et orientation professionnelle : Comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles (Crefop), Transitions Pro Île-de-France, instance paritaire régionale/territoriale, Opco Interpro.

La CFDT Île-de-France est impliquée dans le Comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles, lieu principal d'échange et de coordination sur ces sujets entre État, le Conseil régional et les partenaires sociaux. Malheureusement, cette instance quadripartite ne fonctionne pas bien et peu de place est laissée aux partenaires sociaux et surtout aux organisations syndicales. Les relations entre l'État et le Conseil régional y sont difficiles, ce qui ne permet pas un bon fonctionnement de cette instance.

Ainsi, Défi métiers, qui était l'outil qui permettait une bonne compréhension de la situation de l'emploi, de la formation professionnelle et de l'orientation en Île-de-France, a été supprimé purement et simplement par l'exécutif régional sans dialogue préalable avec les acteurs sociaux et économiques qui étaient les premiers concernés. La mise en place par la présidente de Région – à marche forcée et sans concertation – d'Oriane, l'agence régionale en charge de l'orientation, a donné lieu à plusieurs communiqués et interpellations de la CFDT Île-de-France, qui a exprimé de grandes réserves sur ce guichet unique dématérialisé et les moyens consacrés à l'orientation.

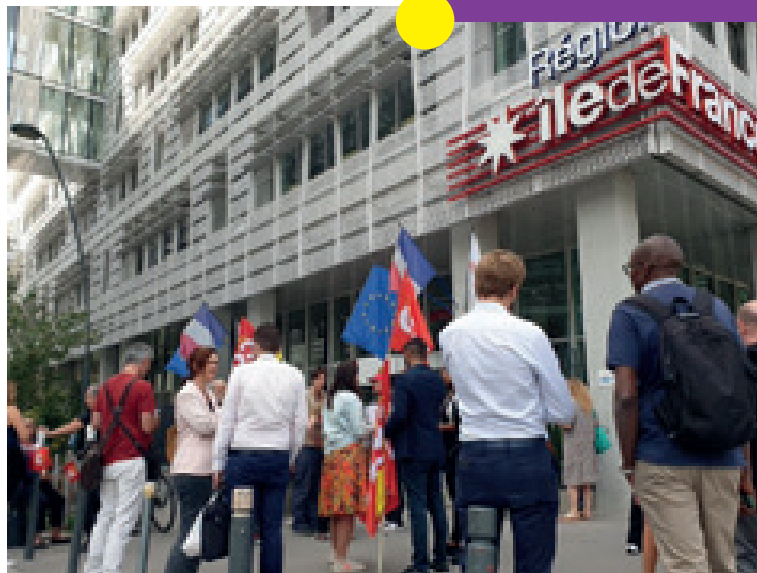
La commission d'orientation du Crefop ne se réunit plus depuis le printemps 2023, accentuant une véritable rupture du dialogue social, notamment concernant le suivi et la mise en œuvre par bassin d'emploi de la stratégie d'orientation de la Région Île-de-France. Le Ceser Île-de-France avait pourtant produit des recommandations précises à ce sujet dans sa contribution à la stratégie régionale de décembre 2019 pour une information et une orientation tout au long de la vie. La CFDT Île-de-France, reste, de son côté, force de propositions pour un service public d'orientation de qualité à destination de tous les publics de la région.

La commission Formation professionnelle initiale fonctionne en mode dégradé, uniquement en distanciel, avec très peu d'interactions entre les participants et de réponses à nos demandes, par exemple concernant les choix de fermetures de filières lorsqu'elles sont actées pour les trois académies de la région.

Lutte contre le décrochage scolaire, besoin d'un conseil en orientation de proximité accueillant tous les publics, suivi de l'insertion professionnelle des jeunes, diversification des parcours, valorisation de la voie professionnelle initiale publique, évolution et stratégie de la dizaine de Campus des métiers et qualification (CMQ) franciliens, place de l'apprentissage... Ce ne sont pas les sujets qui manquent pour co-construire une politique régionale avec les partenaires sociaux.

La CFDT Île-de-France de France s'est exprimée tout au long du mandat sur ces sujets (communiqués, déclarations préalables, articles dans *Solidaires*). C'est pourquoi, du fait des nouvelles prérogatives de la Région en matière de carte des formations, une mise en réseau de toutes les actrices et acteurs CFDT de la formation et de l'orientation en région Île-de-France est activée en novembre 2024, se donnant pour objectif un partage d'analyse de l'offre de formation et des parcours des jeunes, une compréhension de cet écosystème d'offre régionale de formation pour tous les publics, en ciblant des propositions précises pour la préparation de

Mobilisation des salariés de Défi métiers le 15 février 2022.
La CFDT, présente au conseil d'administration, avait interpellé le Conseil régional pour lui demander le surseoir à sa décision.



la carte 2026 de la Région académique (regroupant les académies de Créteil, Paris, Versailles).

Cette situation s'inscrit dans le contexte nouveau de la mise en place du réseau France Travail. Les partenaires sociaux n'ont pas vraiment été informés et ont du mal à voir leur future place dans ce nouveau schéma imposé par l'État. La CFDT Île-de-France continuera à être force de proposition dans cette nouvelle période afin que cette instance devienne un lieu de dialogue social avec des partenaires sociaux jouant pleinement leur rôle.

L'ESPACE RÉGIONAL DE DIALOGUE SOCIAL DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Les partenaires sociaux de l'économie sociale et solidaire (ESS) de la région Île-de-France (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT et Union des employeurs de l'économie sociale) se rencontrent régulièrement au sein de l'espace régional de dialogue social (ERDS), lancé officiellement en mai 2022.

Lieu d'échange et de construction entre représentants des syndicats d'employeurs et de salariés, l'ERDS vise le partage, la définition et le suivi de projets concertés, en application ou en complémentarité avec les travaux menés au niveau national par les branches ou le champ multiprofessionnel.

Dans ce cadre, l'ERDS construit actuellement un projet d'engagement de développement de l'emploi et des compétences porté par les

partenaires sociaux et la Drieets en Île-de-France, autour des transitions numériques et écologiques dont les premiers travaux seront restitués début 2025.

LA TRANSPARENCE SALARIALE : UN LEVIER VERS L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

Le 5 juin 2024, la CFDT Île-de-France, affirmant son engagement européen, a souligné les avancées en matière de droits sociaux portées et adoptées par le Parlement européen notamment en faveur des femmes. Elle a ainsi organisé une demi-journée consacrée à l'analyse approfondie de la directive de l'Union européenne visant à lutter contre la discrimination en matière de rémunération et à contribuer à combler l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes dans l'Union européenne.

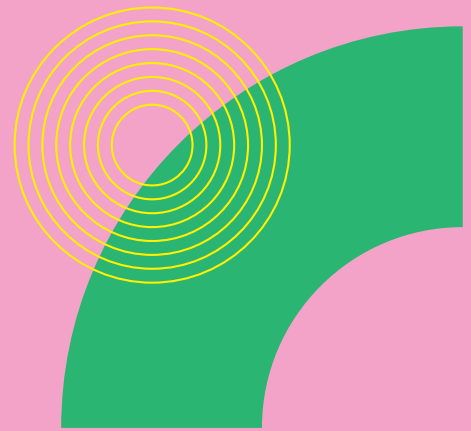
Cette rencontre, menée en collaboration avec l'Institut du Travail de Strasbourg et un expert de la lutte contre les discriminations, visait à sensibiliser les militants à la transposition de cette directive en droit français, prévue au plus tard d'ici le 7 juin 2026 (date de la ratification par la France).

Cette initiative avait pour but de renforcer les compétences et les connaissances des élus et mandatés en matière de droit afin qu'ils puissent lutter efficacement contre les inégalités salariales et toutes formes de discrimination.

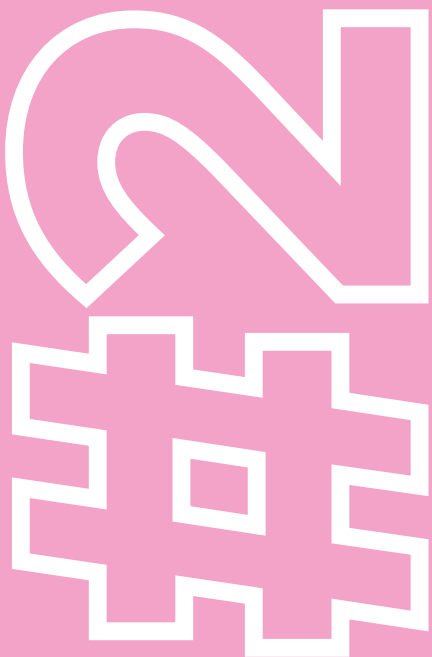


TRANSPARENCE SALARIALE

La directive européenne remet sur le devant de la scène la notion de « travail de valeur égale », donne une méthodologie pour évaluer cette notion et fixe sept indicateurs sur les écarts salariaux quand l'index français n'en compte qu'un seul. Elle renforce aussi les droits à l'information des salariés et encourage le dialogue social.



LE TRAVAIL AU CENTRE DES REVENDICATIONS DE LA CFDT ÎLE-DE-FRANCE



En impliquant tous les acteurs de la prévention, la CFDT souhaite apporter un regard renouvelé sur les enjeux de santé au travail. Elle mise sur les leviers syndicaux pour améliorer la prévention des risques pour les travailleurs et leur environnement de travail, en revenant aux fondamentaux de la prévention.

UNE NOUVELLE DYNAMIQUE, DE NOUVEAUX AXES REVENDICATIFS EN SANTÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Au cours de ce mandat, l'action s'est particulièrement illustrée par des journées de sensibilisation pour les travailleurs et travailleuses franciliens, ainsi que des rassemblements militants axés sur la prévention des risques professionnels, notamment les troubles musculosquelettiques.

Des initiatives ont été menées en lien avec des dates symboliques comme la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail du 28 avril ou encore la Semaine européenne de la sécurité et de la santé au travail. Plusieurs webinaires ont été organisés sur la qualité de vie au travail, sur le télétravail ou encore sur les accidents du travail lors du télétravail.

Lors des deux dernières années de la mandature, la CFDT Île-de-France a ainsi multiplié

les initiatives autour des cancers d'origine professionnelle et de leur reconnaissance. Le combat mené par la CFDT dans le Grand Est pour faire reconnaître le cancer du sein comme une maladie professionnelle, notamment pour les travailleuses exposées à des facteurs de risque comme le travail de nuit, a inspiré nos initiatives de sensibilisation à destination des équipes syndicales des secteurs particulièrement concernés par ces risques (transports aériens, sanitaire et social, hôtellerie, propreté...).

Le 23 octobre 2024, la CFDT Île-de-France a participé aux campagnes d'Octobre rose pour rappeler les dangers liés au travail de nuit, à l'agent d'éthylène (utilisé pour la stérilisation), et aux rayons ionisants.

Une action spécifique a également été menée pour sensibiliser les élus, mandatés et militants sur la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles, qui s'explique en partie par la méconnaissance des droits et l'absence de maîtrise des procédures de reconnaissance mais aussi et très souvent parce que certains employeurs manquent à leurs responsabilités.

JOURNÉE MONDIALE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA SANTÉ AU TRAVAIL

27 avril, Place de la République à Paris.

Maladies professionnelles, accidents du travail, prévention des risques professionnels, obligations des employeurs... À bord de son camion-bureau, la CFDT Île-de-France a répondu aux questions des passants et pris des contacts sur place.



UNE CFDT ÎLE-DE-FRANCE ENGAGÉE POUR RENFORCER LES COMPÉTENCES DE SES REPRÉSENTANTS EN SANTÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL

La CFDT Île-de-France est convaincue du rôle essentiel que représente la formation syndicale en matière de santé au travail. Elle s'appuie aussi sur la contribution d'experts comme des inspecteurs du travail, des ergonomes certifiés, des intervenants en prévention des risques professionnels... En plus des apports théoriques nécessaires pour la compréhension de ce domaine, la pédagogie de l'IREFE repose sur l'interaction et la participation active des stagiaires grâce aux travaux de groupe, aux mises en situation favorisant le partage des savoirs et la mise en place de stratégies et de préventions adaptées aux situations réelles de travail.

L'offre de formation sur les mandats dans l'entreprise ou l'administration est complétée par des formations sur les attributions

de santé au travail ou sur des thèmes revendicatifs CFDT comme le document unique d'évaluation des risques professionnels, le handicap, la lutte contre les discriminations, la lutte contre les VSST ou la prévention des accidents de travail en lien avec l'outil « l'arbre des causes »... Pour la fonction publique, deux nouvelles formations sur les missions SSCT sont proposées, l'une pour la territoriale et l'autre pour l'hospitalière en 2025.

La CFDT Île-de-France s'est également investie dans l'animation de son réseau de mandatés en santé au travail, que ce soit dans les services de santé, les comités techniques régionaux et à la Cramif. En début de mandature, il s'est agi de faciliter la montée en compétences des représentants siégeant au Comité régional d'orientation des conditions de travail et participant au Comité régional de prévention et de santé au travail. Ces instances ont été renouvelées après les réformes de gouvernance de la santé au travail en région ou encore la Loi santé du 2 août 2021 et ont été largement présentées lors de rencontres. La CFDT Île-de-France s'est donc engagée à renforcer les compétences de ses représentants siégeant dans les commissions interprofessionnelles en santé au travail, en s'appuyant sur les pratiques syndicales.

SANTÉ DES FEMMES, VSST : D'AUTRES RISQUES À COMBATTRE EN ÎLE-DE-FRANCE

Les violences physiques, sexuelles et psychologiques subies par les femmes au travail ou dans leur vie quotidienne ont des impacts majeurs sur leur santé, entraînant souvent des incapacités, des arrêts de travail, des traumatismes psychologiques et même des inaptitudes à reprendre leur poste. Les inégalités de santé se manifestent également dans la prise en charge

et le suivi médical des femmes victimes de violences sexuelles ou de harcèlement.

L'objectif de la CFDT Île-de-France à travers ces différentes initiatives, est de sensibiliser à la lutte contre ces inégalités, y compris dans le domaine de la santé. Pour remédier à ces problèmes, il est essentiel que le travail, en tant que vecteur d'émancipation, soit aussi un lieu privilégié permettant aux travailleuses franciliennes de bénéficier d'une meilleure prévention en matière de santé et de dépistage médical dans le cadre des examens périodiques initiés par exemple par les services de prévention et de santé au travail ou inscrits dans des accords d'entreprise, et d'établissements.

La CFDT Île-de-France a souhaité mettre en lumière d'autres inégalités pour éveiller les consciences des militants et des adhérents. Dans un esprit de transversalité et de complémentarité, elle a abordé la question de la santé des femmes sous l'angle des inégalités de genre, tout en l'inscrivant dans le cadre de la santé au travail et des conditions de travail. Le 18 janvier 2023 à La Défense, la CFDT Île-de-France, accompagnée d'un partenaire de la prévoyance, le groupe Vyv,



23 OCTOBRE 2024 : CANCER DU SEIN ET TRAVAIL DE NUIT

Cette initiative a permis de souligner l'importance du combat syndical pour la reconnaissance, la recherche et la prévention du cancer du sein, qui touche des travailleuses souvent invisibilisées.



18 JANVIER 2023, À LA DÉFENSE, INÉGALITÉS DE SANTÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Certaines maladies affectent les hommes et les femmes de manière différente, mais celles-ci ne sont pas toujours prises en compte dans la pratique médicale et les examens cliniques. Par exemple, les femmes sont plus susceptibles de développer des maladies auto-immunes ou cardiovasculaires, avec des symptômes différents de ceux des hommes.

Cela se traduit souvent par un diagnostic et un traitement moins efficaces, notamment pour les infarctus du myocarde, première cause de mortalité chez les femmes.

La douleur ressentie par les femmes pour cette pathologie est parfois minimisée ou interprétée comme psychosomatique par le corps médical, comme c'est le cas pour des affections telles que l'endométriose.

et d'une ancienne membre CFDT siégeant au Ceser, a pu faire découvrir aux militants l'existence des diagnostics médicaux genrés, qui peuvent constituer une « véritable perte de chance » pour les femmes dans la prévention des risques pour leur santé.

Lors de ces initiatives, des constats ont pu être mis en évidence tels que la tendance pour les femmes à retarder les examens de prévention et de dépistage, reléguant leur santé au second plan en raison d'un manque de temps ou sous le poids de la charge mentale et de la parentalité en majorité supportée par les femmes.

En moyenne, elles occupent plus souvent des emplois précaires. Leur présence dans les métiers du soin et des services, souvent qualifiés d'essentiels, les soumet à des exigences physiques et à des risques psychosociaux.

Les femmes sont également plus vulnérables et exposées aux troubles musculo-squelettiques, souvent liés aux charges physiques répétées dans certains métiers du « Care ». Un autre risque mis en lumière concerne les cancers féminins ou hormonaux, comme le cancer du sein, qui est plus susceptible de se développer chez les travailleuses de nuit, par exemple.



LA CFDT ÎLE-DE-FRANCE, PARTIE PRENANTE DE TOUS LES COMBATS CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET L'INTOLÉRANCE



L'action de la CFDT Île-de-France s'est déployée sur de nombreux sujets : situation des salariés en situation de handicap, violences faites aux femmes, engagement contre les discriminations LGBTQI+, ou encore action en faveur des migrants, réfugiés et travailleurs sans papiers.

ÊTRE AU PLUS PROCHE DES TRAVAILLEURS HANDICAPÉS

Le groupe ressources handicap a été relancé à la suite de l'épisode du Covid. Ce groupe d'appui constitué de militants se réunit une fois par mois dans les locaux de l'Union régionale. Sa mission est d'organiser l'accompagnement des équipes sur la prise en charge syndicale du handicap dans les entreprises, administrations et sur le territoire. Le recrutement d'un délégué régional, dont la moitié des missions est consacrée à ce groupe, a permis d'insuffler une nouvelle dynamique. Ce groupe s'est étoffé et élargi, réunissant désormais une trentaine de membres, majoritairement des militants en activité professionnelle.

Ils assurent des permanences à Paris, à La Défense, à Créteil et à Bobigny. Le montage des dossiers RQTH, l'accompagnement sur des problématiques de logement, de pouvoir d'achat, de discrimination sont abordés... Le groupe assure également une veille juridique.

Un cahier revendicatif sur le handicap est en cours de construction et la syndicalisation est au rendez-vous grâce à un accompagnement de qualité.



11 juillet 2023 au stade Charléty. Stand de la CFDT Île-de-France au forum « handicap, emploi et sport » organisé par la fédération Handisport.

La CFDT Île-de-France a par ailleurs organisé des forums emploi en 2021, 2022 et 2023 à destination des demandeurs d'emploi en situation de handicap. Il s'agit d'un travail important qui se prépare pendant plusieurs mois et qui mobilise des entreprises mais également tous les acteurs institutionnels comme Cap Emploi ou l'Agefiph, entre autres. Deux forums ont eu lieu dans le 13^e arrondissement de Paris, un à la Halle Carpentier en 2021 et l'autre à la mairie du 13^e en 2022. Soixante entreprises étaient présentes à ces forums. Plus de 3 000 personnes ont participé au forum 2022 avec près de 200 personnes ont été embauchées. En 2023, le forum s'était tenu à Trappes.

Le groupe ressources a été sollicité pour tenir des stands dans certains congrès de syndicats, comme celui du syndicat Interco Essonne puis Interco Val-de-Marne, ou lors du second Forum de la santé mentale organisé à l'hôpital de Pontoise. De nombreux militants se sont rendus sur notre stand et les questions de l'accompagnement du handicap ont été mises en évidence.

De nombreuses équipes syndicales ont également sollicité la CFDT Île-de-France lors de la négociation d'accords sur le handicap.

Quatre initiatives sur le handicap ont été organisées en 2024, concernant les femmes influentes porteuses de handicap (8 mars),



La CFDT Île-de-France conçoit et met à jour de nombreux outils de communication sur le thème du handicap.

ACCOMPAGNER LES ÉQUIPES SYNDICALES

L'équipe syndicale de Gecina (Syndicat CFDT de l'immobilier, des chambres des métiers et de l'intérim), un gestionnaire de patrimoine immobilier parisien, a fait appel à la CFDT Île-de-France dans le cadre du renouvellement d'un accord handicap.

Celui-ci a été signé en 2024, après une rencontre de sensibilisation au handicap pour l'ensemble des salariés de l'entreprise. L'action de la CFDT sur ce thème revendicatif a été félicitée et des adhésions nouvelles ont été enregistrées.

retraite & handicap (28 mai), travail & handicap (28 juin) et surtout le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés (3 décembre). Ces initiatives, qui ont connu un grand succès, sont les prémices d'actions revendicatives d'ampleur sur le handicap.

Le 3 décembre 2024, nous organisons également une journée militante dédiée au handicap qui sera désormais un rendez-vous annuel autour de la prise en charge syndicale de la question du handicap dans le milieu professionnel.



28 juin 2024, initiative sur « Travail et handicap ».

AGIR CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

L'action de la CFDT Île-de-France sur les violences sexuelles et sexistes au travail a été un marqueur du mandat (voir introduction). Au-delà des mobilisations et actions de sensibilisation, la CFDT Île-de-France a intégré le conseil d'administration du centre Hubertine Auclair, association liée au Conseil régional, en charge de la promotion de l'égalité professionnelle et de la lutte

contre les VSST. Elle a également fait éditer le « Violentomètre », un outil de prévention permettant d'évaluer et de mieux identifier les situations de violences, qu'elles soient psychologiques, verbales, physiques ou sexuelles. Ce support de prévention vise à sensibiliser et à informer les femmes sur les comportements à risque et les signes avant-coureurs de violences. Plusieurs interventions ont également eu lieu dans des conseils syndicaux, notamment pour inciter l'ensemble des structures de la CFDT à signer la charte interne contre les VSST, que l'Union régionale a signée en novembre 2022.

En parallèle, la CFDT Île-de-France a mis en place une messagerie dédiée pour recueillir les témoignages de violences subies par les adhérentes, militantes, ou travailleuses. Cette messagerie confidentielle offre un espace sécurisé pour dénoncer ces faits et recevoir un accompagnement adapté. Elle permet ainsi aux victimes de violences sexistes et sexuelles de trouver écoute, soutien et aide, en toute discrétion, pour entreprendre des démarches si elles le souhaitent.





MARCHE DES FIERTÉS 2022



RETOUR À LA MARCHÉ DES FIERTÉS APRÈS LA PANDÉMIE

La CFDT Île-de-France prend part à la Marche des fiertés parisienne avec l'appui de la Confédération depuis une vingtaine d'années. Notre participation avait été suspendue entre 2020 et 2022 du fait de la pandémie. Notre char en 2022, puis des tuk-tuks en 2023, et enfin un dispositif allégé en 2024 en collaboration avec l'Unsa sont l'occasion de distribuer des flyers et goodies autour de l'action CFDT contre les discriminations LGBT.

Cette participation permet à notre organisation d'afficher son combat contre l'homophobie, la transphobie et pour l'égalité de tous. La CFDT est engagée au quotidien pour que l'ensemble des salariés et agents puissent exercer leur métier dans le respect de leur personne et de leurs droits.

ACCUEILLIR LES TRAVAILLEURS SANS PAPIERS

L'accueil des travailleurs sans papiers est déployé à Trappes, à Paris 19^e et à Bobigny. Il s'agit d'accompagner des adhérents dans la constitution de leur dossier en vue d'obtenir une carte de séjour ou son renouvellement auprès des préfectures concernées. Ces dernières années, il faut à la fois faire face aux procédures différentes suivant les préfectures et aux nouvelles plateformes en ligne de prise de rendez-vous qui pénalisent les salariés.

À Bobigny, depuis 2021, plus de 650 personnes ont été reçues dans le cadre de la permanence qui se tient le mardi. Il faut noter que la préfecture de Seine-Saint-Denis est particulièrement tatillonne, et aucune réunion d'échange n'a pu être organisée depuis le début de la mandature en raison de l'absence de réponse des services préfectoraux malgré nos demandes réitérées.



La CFDT Seine-Saint-Denis, dans le cadre du collectif « Bouge ta pref », a appelé, le 22 janvier 2024, à une marche pour mettre en lumière les difficultés rencontrées par les travailleurs réfugiés ou sans papiers dans leurs démarches de régularisation.

Dans les Yvelines, dans les lieux d'accueil de Trappes et Les Mureaux, plus de 1200 personnes sont reçues chaque année. 156 dossiers individuels et 75 dossiers collectifs ont été déposés en 2024 (84 individuels et 68 collectifs en 2023), avec un taux d'acceptation de 97,4 %.

À Paris, 800 personnes sont reçues chaque année et une trentaine de dossiers sont présentés chaque année par la CFDT – et régularisés – après passage dans l'une des deux commissions annuelles prévues par la Préfecture. Ainsi, en 2022, la CFDT a obtenu 29 régularisations, et 30 en 2023. Pour 2024, du fait des aléas avec la préfecture, le sort des 26 dossiers présentés lors de la session du 23 mai 2024 n'est pas encore connu.

Une réflexion a été lancée en 2022 pour tenter d'étendre la prise en charge à d'autres territoires en essayant de repérer des militants intéressés par le sujet.

La nomination du Ministre Retailleau en octobre 2024 a entraîné un durcissement des règles de régularisation des travailleurs sans papiers. À l'automne, la CFDT Île-de-France a ainsi écrit au préfet de police de Paris pour obtenir davantage d'explications. Il n'a pas jugé nécessaire ni d'y répondre par écrit ni de nous recevoir.

DES PARTENARIATS AU SERVICE DES RÉFUGIÉS

La CFDT Île-de-France et France terre d'asile (FTA) s'associent pour participer concrètement à l'intégration des réfugiés. Le dispositif des « Duos de demain » permet à des parrains/marraines de la CFDT, bénévoles, d'accompagner des réfugiés pour les aider à s'intégrer en France. Pendant une durée de six mois, renouvelable une fois, le parrainage donne lieu à des activités (au moins une fois par mois) telles que des conversations conviviales visant à améliorer le niveau de français des non-francophones, des sorties d'intérêt socioculturel pour leur faire découvrir leur pays d'accueil, etc.

Un partenariat a été conclu en 2022 avec l'Association FLA (Français langue d'accueil). Il permet entre autres à des réfugiés d'acquérir des connaissances en Français



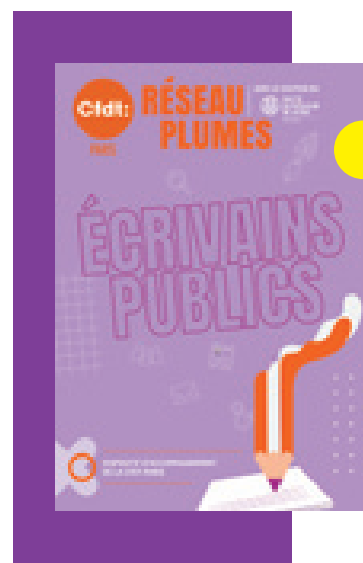
LOI IMMIGRATION, DÉCHÉANCE DE FRATERNITÉ
Le 4 mars 2024, la CFDT de l'Ouest francilien a organisé une soirée débat sur la loi immigration, avec la participation de Marylise Léon.

et plus largement de leur ouvrir les portes de la société.

Trois fois par semaine, un groupe de personnes formés par FLA (en 2022) puis deux depuis la rentrée 2023 se réunissent dans les locaux de l'Union régionale.

En 2023, le projet « Plumes » conçu par la CFDT Paris a été lancé. Il s'agit d'un dispositif visant à accompagner des personnes éloignées de la langue française et/ou des outils numériques dans le but de favoriser leur accès aux droits. Il propose une permanence sans rendez-vous, un samedi sur deux, dans les locaux de la CFDT Paris pour accompagner les adhérents et salariés dans la rédaction de tous types de courriers et communications, notamment à destination des services publics.

Le but n'est pas de faire à la place de l'adhérent ou de la personne, mais de l'aider à s'acculturer aux différents acteurs et processus dans un but d'émancipation. Les permanences ont débuté en juin 2023.



16 septembre 2022, rencontre des membres du projet Migr'action.



LE PROJET « MIGR'ACTION »

Au cours de ces deux dernières années, la CFDT Île-de-France a largement participé à Migr'Action, un projet à l'initiative du syndicat belge CSC de Mons-la-Louvière et avec la CISL italienne de Pescara.

Les partenaires du projet ont conçu un guide des bonnes pratiques pour l'accueil des migrants en Europe, paru début 2023.

Ce document présente les trois systèmes d'intégration dans nos pays respectifs, les quatre thématiques abordées lors d'échanges entre les organisations – l'accueil et l'encadrement des primo-arrivants ; la formation comme outil d'émancipation et d'inclusion ; le logement comme facteur d'intégration ; le travail décent pour les migrants – ainsi que les revendications politiques et normatives pour aboutir à la concrétisation d'un accueil inclusif.

La poursuite du projet a été validée à l'unanimité des organisations impliquées depuis le début. En mars 2024, une nouvelle

candidature a donc fait l'objet d'un dépôt auprès des services Erasmus de la commission européenne qui l'a retoqué trois mois plus tard. Les organisations syndicales et associations qui nous accompagnent sont résolues à poursuivre pour faire aboutir le projet, à partir d'un budget dédié sur nos propres fonds.





EN ACTION POUR FAIRE VIVRE LA SOLIDARITÉ PAR LA PROTECTION SOCIALE



Dès le début de la mandature, la CFDT Île-de-France s'est engagée dans la négociation de l'accord régional interprofessionnel pour l'installation des caisses de protection sociale.

LES MANDATÉS, AU CŒUR DE L'ACTION DE LA CFDT ÎLE-DE-FRANCE

La CFDT grâce à son action, a d'abord obtenu l'ensemble des présidences et vice-présidences qu'elle revendiquait, soit sept au total.

PRÉSIDENTES DE CAISSES

CPAM de Paris	Présidence
CAF des Yvelines	Présidence
CAF des Hauts-de-Seine	Présidence
CAF de Seine-Saint-Denis	Présidence

VICE-PRÉSIDENTES

CPAM de l'Essonne	1 ^{ère} Vice-Présidence
Urssaf	1 ^{ère} Vice-Présidence
Cramif	1 ^{ère} Vice-Présidence de la commission régionale des accidents du travail et maladies professionnelles.

Par la suite, la CFDT Île-de-France a accompagné les mandatés dans leur prise de fonction en organisant des rencontres trimestrielles. Ces réunions avaient pour objectif de coordonner les pratiques des mandatés, d'assurer une cohérence des actions de la CFDT sur l'ensemble du territoire francilien et de favoriser l'apprentissage des nouveaux mandatés grâce au partage d'expérience des mandatés les plus expérimentés.

Avant de mettre en place une formation, la CFDT Île-de-France a créé des ateliers destinés aux mandatés, conçus et animés par les membres les plus anciens ayant acquis une expertise dans leurs mandats. Enfin, une formation dédiée aux mandatés en charge de la protection sociale a été organisée. Toutefois, celle-ci a souffert d'une faible participation. Pour garantir une diffusion et un partage efficaces des informations, la CFDT Île-de-France a également mis en place un espace ressources destiné aux mandatés de la protection sociale en Île-de-France, accessible depuis l'espace adhérents du site cfdt.fr.

L'ACTION DE LA CFDT ÎLE-DE-FRANCE DANS LES CAISSES

Le mandat d'administrateur de caisse est exigeant. Il demande de répondre aux attentes des usagers et d'avoir à cœur les objectifs

institutionnels, tout en défendant vigoureusement les revendications de la CFDT.

Les mandatés ont été vigilants quant aux délais de traitement qui pouvaient atteindre plusieurs semaines du fait du manque de personnel, tout en ayant en tête la qualité des prestations offertes aux usagers.

Au niveau des CAF

La convention d'objectifs et de gestion (COG) 2023-2027 intègre de nouveaux leviers afin que chaque CAF renforce son impact sur son territoire. La COG prévoit ainsi de réviser les montants de fonds locaux de chaque CAF afin de permettre une attribution plus juste au regard des besoins des familles du territoire, comme l'aide aux vacances, ou des projets portés par des partenaires ou élus locaux concernant la petite enfance ou l'animation des jeunes.

Aussi, en 2021, un nouveau décret relatif à la gouvernance des services aux familles et au métier d'assistant maternel a été émis. Il renforce le cadre de l'instance chargée d'élaborer le schéma des services aux familles en créant un comité départemental composé de 37 membres. Ce comité est présidé par le préfet et épaulé par trois vice-présidents : le président du conseil départemental, un représentant de l'association départementale des maires et le président du conseil d'administration de la CAF. Ainsi, nos trois présidents de CAF ont pu participer activement à l'élaboration du schéma départemental des services aux familles.

Dans les CPAM

Dans les CPAM, pour nos mandatés, le défi consiste toujours à faire connaître la caisse d'action sociale. Dans ce contexte, la Cnam en pleine négociation avec les professionnels de santé a été victime de communication, parfois outrancière, de leur part.

La vigilance doit également être renforcée face aux cyberattaques, de plus en plus fréquentes, qui mettent en danger la confidentialité des données des assurés.

En 2024, dans un contexte politique complexe, le vote des budgets dans les caisses et la mise en place de nouveaux projets ont été retardés.

Au terme de cette COG, les allocataires ont constaté une dégradation du service rendu. Il est impératif que les caisses retrouvent



rapidement un mode de fonctionnement normalisé, capable de répondre aux attentes et aux besoins des allocataires, de redorer l'image des structures et de s'adapter aux nouveaux projets. Cela est d'autant plus nécessaire que les objectifs fixés dans cette COG sont ambitieux.

La CFDT émet quelques réserves quant à cette COG, notamment concernant le système d'information. Bien que l'usage des outils informatiques et numériques permette de simplifier les procédures et d'améliorer la performance, il ne garantit pas systématiquement une réponse complète aux besoins des allocataires.

La CFDT a réaffirmé dans les caisses la nécessité de proposer un accompagnement global fondé sur le contact humain et l'accueil physique.

L'Urssaf

Le suivi des données chiffrées et de l'activité économique, ainsi que l'accompagnement des projets de soutien aux entreprises en lien avec les mandats ont été essentiels durant les périodes de crises.

Globalement, il faut enfin noter que les mandats de la protection sociale ont soutenu les adhérents dans la constitution de leurs dossiers CAF, sur certaines problématiques de droits familiaux et dans les CPAM sur les difficultés de remboursement, à la Cramif sur les reconnaissances en maladie professionnelle.

UN INVESTISSEMENT NOTABLE DANS LES INSTANCES DE LA SANTÉ PUBLIQUE

À la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie (CRSA), deux nouveaux mandats ont intégré la délégation, renforçant la présence de la CFDT. La CFDT Île-de-France a réussi à intégrer l'ensemble des commissions pour la nouvelle mandature de la CRSA, lui permettant ainsi de participer activement aux discussions et de formuler des propositions sur tous les sujets abordés.

Au sein de la Commission spécialisée de l'organisation des soins, qui rend des avis publics, la CFDT Île-de-France a défendu une meilleure répartition territoriale de l'offre de soins. La politique régionale de santé nécessitait une réévaluation complète des autorisations d'activités de soins et d'équipements en

PRÉPARER L'AVENIR

Pour la CFDT, il est indispensable de :

- cibler et développer une logique de parcours, en commençant par le jeune âge, tout en intégrant les périodes critiques de vulnérabilité
- développer « l'aller-vers »
- réduire le non-recours aux droits
- améliorer le fonctionnement et la modernisation des dispositifs de délivrance.

matériels lourds dans les huit départements d'Île-de-France. Ce travail a débuté en 2024 et devrait se conclure au premier semestre 2026. La CFDT Île-de-France s'est pleinement engagée dans ce processus.


L'Île-de-France, région la moins dotée en professionnels de santé, se trouve confrontée à des enjeux majeurs en matière d'accès aux soins. Face à cette situation, la CFDT Île-de-France s'est pleinement investie dans l'élaboration du projet régional de santé 2023-2028. Elle y a défendu avec force la place des corps intermédiaires et l'importance d'une véritable écoute de ces acteurs essentiels.

La CFDT Île-de-France a souligné l'importance de garantir un accès équitable aux soins de premier recours pour tous, en mobilisant l'ensemble des professionnels, qu'ils soient libéraux ou issus du secteur public.

Cependant, les modalités concrètes pour atteindre cet objectif restent insuffisantes. La pandémie a exacerbé les fortes inégalités sociales et territoriales déjà bien connues en Île-de-France, où certains territoires sont particulièrement touchés par la pénurie de professionnels de santé et la numérisation des services publics, qui pénalisent les populations les plus vulnérables. Ces enjeux nécessitent un renforcement de la présence humaine, notamment pour les interventions à domicile, ainsi qu'une mobilisation accrue des acteurs associatifs, dont la répartition reste inégale sur le territoire.

Le fossé se creuse entre les Hauts-de-Seine, un département bien doté, et la Seine-Saint-Denis, devenue le plus grand désert médical du pays. Ces deux départements limitrophes présentent des disparités frappantes.

La CFDT Île-de-France a également participé aux différents groupes relatifs aux problèmes de ressources humaines en santé. Elle y a défendu la formation des professionnels de santé comme un enjeu central, en insistant sur la reconnaissance de leur travail, mais aussi l'idée d'une simplification de l'accès à la

**LES MANDATS DES ORGANISMES DE PROTECTION SOCIALE À VOTRE SERVICE !**

La CFDT Île-de-France prend part activement aux conseils des organismes de Sécurité sociale. Huit militants CFDT sont donc mandatés à la Caisse d'allocation familiale, la Caisse d'assurance maladie de votre département.

Ces militants vont porter la parole des salariés et des assurés sociaux, pour définir les droits, garantir leur application, dire la réalité de leurs territoires ou contextes professionnels pour ajuster la protection sociale à « la vraie vie ».

Ce sont eux, aussi, qui vont s'inscrire dans la proximité et faire le lien avec les salariés, les assurés sociaux, pour qu'ils comprennent notre système de protection sociale, qu'ils s'y intègrent, y adhèrent et accèdent à leurs droits.

En acceptant ce mandat, ils se sont engagés à représenter l'intérêt général de l'organisation.

Ils exercent le mandat dans un cadre collectif en lien étroit avec les structures interprofessionnelles CFDT.

Dans le cadre du service à l'adhérent, ces mandats peuvent faciliter l'effectivité des droits, mettre en réseau, conseiller et orienter.

Connaissez-vous ces mandats ? Savez-vous comment les contacter et sur quels sujets vous pouvez les interpeller ?

Vous trouvez toutes les infos utiles dans ce petit document.

Rédition en 2022 du flyer de présentation des mandats de la protection sociale en Île-de-France et de l'aide qu'ils peuvent apporter aux adhérents.

formation et aux stages, notamment pour les jeunes en début de parcours, ainsi qu'une meilleure gestion des remplacements des professionnels en formation. En effet, les établissements et services sont souvent confrontés à une surcharge de travail pour les collègues restés en poste, ce qui aggrave les tensions dans un contexte déjà marqué par la pénurie de professionnels. Pour la CFDT, le rattrapage prévu du nombre de personnels n'est pas au rendez-vous.

La CFDT a participé à l'ensemble des commissions d'autorisation des différentes activités afin de garantir une meilleure répartition territoriale de l'offre de soins. Durant cette mandature, plusieurs scandales ont éclaté au sujet des Ehpad et des crèches mettant en lumière la défaillance du secteur privé lucratif en termes de transparence et de services aux usagers. Des crises marquées par la maltraitance envers les plus fragiles de notre société. La crise dans les Ehpad a entraîné une vigilance accrue de l'Agence régionale de santé à l'égard de ces établissements, une préoccupation partagée également par la CFDT qui reste particulièrement vigilante, en raison des problèmes financiers qui viennent s'ajouter à cette situation.

Ces problématiques exigent des solutions concrètes et un engagement collectif afin de garantir un système de santé plus équitable et performant en Île-de-France. Ce travail a permis de consolider la coopération avec l'Union professionnelle et les syndicats Santé sociaux, ainsi qu'avec l'Union régionale des retraités.



25 mars 2022, initiative régionale sur l'autonomie

UNE PRISE EN CHARGE PROGRESSIVE DES SUJETS RELATIFS LA PERTE D'AUTONOMIE ET LA PETITE ENFANCE

En mai 2024, l'État a lancé un service public départemental de l'autonomie, destiné à apporter des solutions concrètes aux personnes âgées, aux personnes en situation de handicap et à leurs aidants. Trois départements franciliens ont été choisis comme préfigurateurs. Considéré comme le socle de la 5^e branche de la Sécurité sociale dédiée à l'autonomie, ce service public ne prévoit pas l'intégration des partenaires sociaux dans sa gouvernance. Si ce dispositif se veut pragmatique, il est essentiel d'y inclure la vision et les besoins des usagers.

La CFDT Île-de-France s'est inscrite dans la « Fabrique des solidarités », convention confédérale, afin de développer des projets et sensibiliser adhérents et militants à diverses problématiques de protection sociale. Dans ce cadre, à la suite d'une initiative sur l'autonomie, la CFDT Île-de-France a créé un guide intitulé « Signaux faibles de la perte d'autonomie ». Ce guide offre aux personnes en perte d'autonomie et à leurs aidants des réponses initiales à leurs questions, leur permet de mieux comprendre la perte d'autonomie, d'anticiper les besoins et de les orienter dans leurs démarches. Beaucoup de nos militants et adhérents sont eux-mêmes des aidants, souvent sans oser en parler, alors que nous attendons toujours une loi sur l'autonomie.

Il a été difficile durant cette mandature de mobiliser les mandatés des conseils départementaux de la citoyenneté et de l'autonomie (CDCA). Cependant, un travail commun a été entrepris entre l'Union régionale CFDT Île-de-France et l'Union régionale des retraités pour identifier



GUIDE DE L'AUTONOMIE
Sur ce sujet de l'autonomie et du rôle des aidants qui constitue un véritable enjeu de société, la CFDT Île-de-France a réalisé un guide travaillé avec des équipes syndicales.

des sujets à traiter et à défendre lors d'ateliers des CDCA. Un projet visant à rédiger un cahier revendicatif CFDT Île-de-France a été lancé.

Les mandatés dans les CDCA, en activité et retraités, ont été réunis à plusieurs reprises pour s'approprier les enjeux sur des dossiers transverses comme le logement, faire le lien avec les mandatés à la conférence régionale de la santé et de l'autonomie ou encore confronter les réalités entre les différents territoires.

Le sujet de la commission était d'augmenter les places de services de soins infirmiers à domicile, leur extension géographique et l'arrivée à partir de 2025 d'opérateurs combinés aide et accompagnement à domicile/soins infirmiers à domicile, dans le format des services d'autonomie à domicile.

En ce qui concerne la petite enfance, autre sujet de préoccupation majeur pour les salariés, la CFDT Île-de-France a organisé une initiative régionale sur les modes de garde pour les jeunes enfants. À cette occasion, les militants ont souhaité que la CFDT Île-de-France réunisse des acteurs pour lancer un travail autour de l'accueil de la petite enfance sur le territoire. En parallèle, le numéro de *Solidaires* de juillet 2023 a consacré un dossier à la thématique de l'accueil des jeunes enfants.

POUVOIR D'ACHAT ET ACCÈS AUX DROITS

La CFDT Île-de-France s'est également engagée à soutenir les adhérents dans leurs problématiques vis-à-vis des organismes de Sécurité sociale. C'est pourquoi, en collaboration avec les mandatés, elle répond aux questions personnelles des adhérents et suit certains dossiers. Cette action leur permet également de signaler les problématiques d'accès aux droits ou de compréhension des dispositifs dans les conseils d'administration.

Plus récemment, au sein même des caisses de protection sociale, face à des propos discriminants de certains représentants d'autres organisations syndicales et patronales, la CFDT Île-de-France a rappelé le devoir d'impartialité des mandatés. Par des déclarations dans toutes les caisses, elle a dénoncé ces dérives, affirmant sa position en faveur de la démocratie dans la campagne législative et européenne.

Des travaux communs ont été engagés entre la CFDT Île-de-France et la Mutualité française

sur ces sujets. Le 3 décembre 2024, l'objectif de la rencontre réalisée en partenariat avec la fédération protection sociale, travail et emploi et avec l'intervention du groupe Malakoff-Médéric était de mettre en avant la baisse des remboursements par la Sécurité sociale, qui entraîne un transfert du reste à charge vers les complémentaires santé. Ce phénomène impacte directement les coûts des contrats pour les salariés, avec plusieurs conséquences majeures : augmentation des tarifs des complémentaires santé, un reste à charge plus élevé pour certains soins et donc des répercussions sur le pouvoir d'achat. Ces initiatives permettent aux équipes de s'approprier les sujets, de comprendre les enjeux et de développer des revendications adaptées.



5 décembre 2023, initiative sur la petite enfance

La CFDT Île-de-France a enfin répondu présente au Conseil économique et social dans le cadre de ses travaux sur l'effectivité des droits sociaux. Le CESE a organisé un atelier citoyen, qui a été très apprécié par les participants, qu'ils soient nouveaux adhérents ou sympathisants. Ces ateliers leur ont permis de s'exprimer et de contribuer, à leur échelle, à l'avis du CESE sur ce sujet important.

La CFDT Île-de-France a également lancé une initiative sur le financement de la santé en pleine crise politique de 2024, marquée par les fortes tensions autour du projet de loi de financement de la Sécurité sociale.



LA CFDT ÎLE-DE-FRANCE, PORTEUSE D'UN PROJET POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE JUSTE DE NOTRE RÉGION ET UN CADRE DE VIE QUI PROFITE À TOUS



Le logement est une problématique majeure en Île-de-France, région marquée par de fortes inégalités et une pénurie de logements qui ne fait que s'aggraver, mettant à mal les conditions de vie des travailleurs.

LA PRISE EN CHARGE SYNDICALE DU LIEN EMPLOI/LOGEMENT

La CFDT Île-de-France a souhaité interroger les travailleurs sur leurs conditions de logement et leurs aspirations au travers d'une grande enquête « Causons Logement », pour développer des revendications et en faire un levier de développement syndical.

Initiée fin 2020, cette enquête régionale, élaborée en collaboration avec un sociologue spécialisé et les syndicats volontaires, a été diffusée sur le terrain par les équipes et sur les réseaux sociaux. Prolongée jusqu'en 2021 en raison de la crise sanitaire, elle a permis de récolter l'avis de plus de 1500 répondants. Les résultats de cette enquête, qui ont fait l'objet d'une restitution à l'Union régionale en décembre 2022, ont mis en évidence cinq thématiques prioritaires pour les travailleurs: le logement et le télétravail, le logement des jeunes, le logement pour les travailleurs précaires, des TPE ou des travailleurs indépendants, les parcours résidentiels et la prise en charge syndicale.

Sur la base de ces résultats statistiques, des groupes de travail ont été organisés début 2023 avec les syndicats, afin de partager un diagnostic, les pratiques ainsi que les attentes des militants. Une réunion supplémentaire a eu lieu pour le secteur public, pour lequel les spécificités appelaient des réponses adaptées et différenciées.

À partir de ce travail collaboratif, la CFDT Île-de-France a élaboré un cahier revendicatif pour l'accès au logement des travailleurs en Île-de-France.

La production de ce document a permis à la CFDT Île-de-France de présenter les revendications aux exécutifs de syndicats dans le



FORUM LOGEMENT

Le 20 décembre 2023, à la demande de l'Union professionnelle régionale des cheminots, l'Union régionale a participé à l'organisation d'un forum sur le logement à destination des salariés, avec la participation de nombreux acteurs du logement. Une initiative qui a aussi permis de montrer la variété du syndicalisme CFDT, de son réseau, et, pour l'équipe syndicale, de gagner en visibilité.

but de mener des actions collectives avec les équipes militantes dans les entreprises et administrations.

L'Union régionale a mis à jour la documentation à l'adresse de nos militant.e.s de terrain, et réalisé un nouveau quatre pages à destination des travailleurs franciliens.

Il est à noter par ailleurs qu'en Île-de-France, la CFDT assure la vice-présidence du comité régional d'Action Logement, ce qui constitue un levier d'action non négligeable. L'Union régionale est également présente au sein des conseils d'administration des filiales du groupe Action Logement telles que l'Apagl et Solendi expansion.

7 avril 2022, distribution de tracts
sur le logement devant le RER D



CAHIER REVENDICATIF
21 revendications,
trois axes :
le soutien à l'offre de
logements, le soutien
aux travailleurs
et la prise en charge
syndicale.

L'EAU POTABLE EN ÎLE-DE-FRANCE

Le Syndicat des eaux d'Île-de-France (Sedif) souhaite installer une technique de filtration membranaire (OIBP, Osmose inverse basse pression) sur ses principales usines situées à Neuilly-sur-Marne (94), Choisy-le-Roi (94) et Méry-sur-Oise (95), pour la production d'eau potable de plus de quatre millions de franciliens. En réponse à l'interpellation de la CNDP sur l'eau potable en Île-de-France, la CFDT Île-de-France a organisé un débat le 10 mai 2023 sur cette technique.

Elle a invité Jean-Claude Oliva, président de la nouvelle régie publique d'Est Ensemble. Si les militants travaillant pour des organismes exploitants d'eau potable y sont plutôt favorables, la rencontre a aussi mis en avant des points de vue plus contrastés au regard des mauvais bilans carbone avec le rejet de polluants non traités dans les cours d'eau, ou encore en valorisant des techniques alternatives et moins coûteuses.

CONTRIBUTION AU DÉBAT PUBLIC FRANCILIEN ET AUPRÈS DE LA CNDP

La CFDT Île-de-France a réalisé une contribution au Schéma directeur régional Île-de-France et environnemental remise en décembre 2022 au Conseil régional.

Elle a aussi fait le choix d'apporter des contributions auprès de la Commission nationale du débat public, notamment sur les transitions écologiques, en lien avec les syndicats.

Le 8 février 2023, pour répondre aux sollicitations de la Commission nationale du débat public sur le projet de mise en place de nouveaux réacteurs nucléaires pour lutter contre le réchauffement climatique, la CFDT Île-de-France a réuni 15 militants qui ont mis en évidence les arguments favorables et défavorables à la construction de nouveaux réacteurs nucléaires.

La diversité de points de vue sur le sujet a permis, d'une part, d'avancer dans le débat avec des oppositions constructives, et d'autre part, de montrer de l'engagement de la CFDT sur ces sujets peu fédérateurs.

ANIMER LE RÉSEAU DES MANDATÉS LOGEMENT FRANCILIENS ET PARTICIPER AUX INSTITUTIONS

L'Union régionale prend part aux conseils d'administration des Offices publics de l'habitat (OPH) et des Entreprises sociales de l'habitat (ESH) et réunit ses mandats en moyenne deux fois par an pour suivre

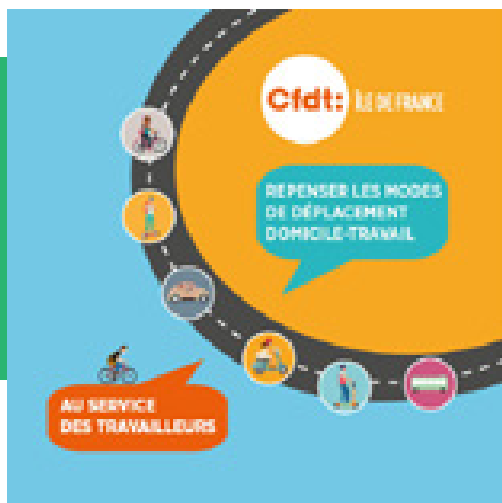
les évolutions du secteur du logement social et échanger sur la politique de la CFDT. L'Union régionale est investie dans les instances du Comité régional de l'habitat et de l'hébergement où elle est membre du Bureau et participe activement aux réunions plénières.

Avec les associations d'insertion sociale, dont bon nombre sont signataires du Pacte du pouvoir de vivre, l'Union régionale poursuit un partenariat pour définir des positions communes. À ce titre, elle participe à l'évaluation et la révision du Schéma régional de l'habitat et de l'hébergement 2017-2023 en défendant la production de logements abordables en faveur des travailleurs, que ce soit en termes de mobilité professionnelle, à proximité des bassins d'emploi, ou de production de logements et d'hébergement en faveur des jeunes travailleurs.

LE TRANSPORT, UNE PRÉOCCUPATION MAJEURE DES FRANCILIENS

Cette mandature a été principalement marquée par la préparation des JOP de Paris de juillet, août et septembre 2024.

Les transports franciliens ont fait l'objet de toutes les attentions au cours de cette période préparatoire, surtout au regard de leur capacité à proposer une solution de transport rapide et fiable pour les millions de visiteurs attendus. Les travaux engagés ont suscité quelques fortes perturbations



« REPENSER LES MODES DE DÉPLACEMENT DOMICILE-TRAVAIL »

Guide pratique sur les mobilités suite à la loi de 2020, pour aborder sereinement la négociation sur le sujet.



dans les transports franciliens, notamment sur la ligne B qui fût coupée le week-end du 14 août 2023 avec pour la première fois une fermeture totale le lundi. La CFDT Île-de-France a travaillé en étroite collaboration avec les services de l'État ainsi que les opérateurs pour limiter fortement l'impact de cette fermeture. Le peu de remontées négatives sur cette journée montre que ce travail en amont a porté ses fruits.

Au cours de la première partie de mandat, la CFDT a obtenu un siège au conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités ainsi que la présidence du comité des partenaires, lui permettant d'avoir un levier d'action auprès des équipes syndicales en cas de besoin.

C'est d'ailleurs ce que l'Union régionale a porté avec le Syndicat général des transports centre francilien CFDT et la Fédération des transports et de l'environnement lors de l'ouverture à concurrence du réseau de bus de grande couronne. Cela a permis à la CFDT de défendre les intérêts des salariés des sociétés de transports auprès des décideurs politiques, ce qui a abouti à la prise en compte de critères sociaux aborder sereinement les appels d'offres.

En étroite collaboration avec la CFDT Cheminots, la CFDT Île-de-France a aussi défendu les droits des cheminots lors d'une audition par les membres du Ceser sur l'ouverture à la concurrence du réseau ferroviaire francilien. Enfin, la CFDT Île-

de-France continue de travailler avec les équipes des unions territoriales de retraités sur la régionalisation du PAM (Pour aider à la mobilité) qui impacte à la fois nos anciens et les personnes en situation de handicap. Après une année de mise en place, les difficultés liées à la régionalisation du PAM ont causé grandes difficultés aux usagers. Les multiples réclamations remontées par notre administrateur CFDT auprès d'Île-de-France Mobilités ont permis une prise en compte sérieuse par les autorités compétentes jusqu'à une mise en demeure de l'opérateur Kisio, en novembre 2024, sur son manque de respect du contrat. Ainsi, les usagers ont été entendus grâce aux alertes successives de notre union régionale.

La CFDT Île-de-France a également lancé, en 2022, une action avec l'aide des sections du syndicat de la métallurgie d'Île-de-France implantées sur le bassin d'emploi de Vélizy-Villacoublay-Clamart-Le-Plessy-Robinson pour sensibiliser les salariés sur les mobilités douces (vélo, trottinettes, covoiturage), après la loi d'orientation des mobilités de 2021. Deux points d'accueil CFDT ont permis de recevoir plus de 500 personnes.

À la fin de l'année 2024, l'Union régionale a décidé, suite à un débat au Bureau régional, de constituer un groupe de travail pour faciliter la mise en place d'actions en lien avec le transport public et les mobilités en général.



UNE MONTÉE EN PUISSANCE DES REVENDEICATIONS SUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE JUSTE

Le revendicatif sur la transition écologique juste était peu exploré jusque-là par la CFDT Île-de-France, mais l'est devenu suite à la résolution votée lors du 56^e congrès régional à Montrouge en 2021.

La CFDT Île-de-France a constitué un groupe de travail au printemps 2022 sur les transitions écologiques. Ainsi, d'octobre 2022 à avril 2023, six thématiques ont été abordées : mobilités, espaces et lieux de travail, énergie, agriculture et alimentation, économie circulaire, et épargne salariale. Ces premiers échanges ont permis d'établir des diagnostics partagés et de construire 34 revendications présentées au Bureau régional.

La CFDT Île-de-France participe également au groupe de travail confédéré « Au travail pour le climat ! » mis en place en octobre 2022 et réunissant les responsables du dossier sur la transition écologique juste des unions régionales et fédérations.

L'échange d'expérimentations entre structures se développe, des réseaux sur la transition écologique juste au sein d'entreprises commencent à se construire et des débats ont lieu dans les structures. Le cahier revendicatif de la transition éco-

4 octobre 2024, initiative régionale sur la transition écologique juste



logique juste a été rédigé pour les équipes syndicales de proximité pour qu'elles s'en emparent au cœur des entreprises et administrations. L'année 2024 a été consacrée à faire connaître ce nouveau document à la demande des syndicats jusqu'à une matinée du 4 octobre 2024 dédiée à la thématique. L'Union régionale porte également un nouveau dossier, celui de l'animation des sentinelles vertes devenues un réseau interprofessionnel régionalisé avec pas moins de 170 membres en Île-de-France.

FAIRE VIVRE LE GROUPE LOCAL DU PACTE DU POUVOIR DE VIVRE

Le groupe local du Pacte du pouvoir de vivre Île-de-France se tient tous les mois et demi depuis presque quatre ans. Il s'accorde tous les ans pour tenir un événement impliquant tous les acteurs du pacte francilien.

En octobre 2022, le Pacte du Pouvoir de vivre Île-de-France a organisé, à la Bourse du travail de Paris, deux tables rondes sur la dématérialisation des services publics : la première portait sur les droits menacés, avec des témoignages, et l'autre

TRANSITION ÉCOLOGIQUE JUSTE



Organisé avec la Confédération au hasard ludique (Paris 18^e), le 1^{er} mai francilien, en 2022, portait sur la transition écologique juste. Plus de 350 participants ont fait le succès de cette journée ponctuée d'échanges et d'ateliers thématiques.



sur les solutions possibles pour limiter la fracture numérique. Une centaine de participants étaient présents pour l'occasion.

Les travaux réguliers permettent de suivre des dossiers en cours, notamment pour alerter les élus de la région et ses départements sur la nécessité d'étendre l'hébergement d'urgence aux plus précaires, ou alerter sur l'urgence de la mise en place de nouvelles mesures écologiques et sociales pour lutter contre le réchauffement climatique.

La CFDT Île-de-France a participé à l'organisation d'une rencontre en octobre 2022 sur la thématique de la dématérialisation des services publics. Ainsi, notre engagement s'est associé à celui d'autres organisations comme la Cimade, le secours catholique ou Solidarités nouvelles pour le logement. En mars 2024, nous avons également participé à une matinée dédiée à des ateliers thématiques (alimentation, santé, mobilités) au profit de nos militants, adhérents et bénévoles issus de nos organisations respectives.

Lors de la campagne des élections législatives de 2024, le Pacte du pouvoir de vivre Île-de-France a communiqué auprès de la presse écrite régionale ou locale dans un appel commun à voter contre l'extrême droite. Ces démarches démontrent la volonté et l'efficacité de notre groupe de travail Pacte du pouvoir de vivre Île-de-France et du réseau qu'il constitue dorénavant.

En marge des travaux du Pacte du pouvoir de vivre, la CFDT de l'Ouest francilien a organisé, le 7 novembre 2023, à Suresnes, une soirée-débat autour l'éducation populaire, à Suresnes (Hauts-de-Seine). L'ancien secrétaire général, Laurent Berger, lui-même issu de l'éducation populaire, y a participé et échangé avec les militants sur l'importance de l'engagement dans la construction d'une société plus tolérante et plus juste.

PACTE DU POUVOIR DE VIVRE



19 octobre 2022

Rencontre sur la dématérialisation des services publics organisée en collaboration avec la Cimade, le Secours catholique et Solidarités nouvelles pour le logement.



7 novembre 2023

ÉDUCATION POPULAIRE ET POUVOIR D'AGIR : POUR UNE SOCIÉTÉ ÉMANCIPÉE ET CITOYENNE
Cet événement a réuni une centaine de participants et a permis d'échanger sur les enjeux de l'éducation populaire comme levier d'engagement et d'émancipation citoyenne.

UNE CFDT ÎLE-DE-FRANCE FORCE DE PROPOSITION AU CESER

En février 2024, le Conseil Économique, Social et Environnemental (Ceser) Île-de-France a procédé à son renouvellement pour une nouvelle mandature de six ans (2024-2029).

Entre 2021 et fin 2023, le Ceser a connu quelques difficultés de fonctionnement, du fait notamment d'une présidence, exercée par le Medef, qui aura bien balbutié, ne donnant pas d'impulsion à l'interne et faisant l'objet de critiques de la part du Conseil régional qui attendait plus de la deuxième assemblée francilienne. Cela n'a pas empêché la délégation CFDT Île-de-France de participer, de proposer, d'apporter sa vision de la région et de porter les revendications des travailleurs franciliens au sein de l'assemblée qui regroupe, avec 191 conseillers, l'ensemble de la société civile.

En février 2024, la CFDT Île-de-France, qui avait décidé lors des précédents congrès et en Bureau régional, de ne pas présenter une candidature à la présidence, a décidé de soutenir, à l'instar de l'ensemble des organisations syndicales, la candidature d'un

conseiller Unsa. L'unité syndicale n'a malheureusement pas suffi pour l'emporter. C'est une candidate du 1er collège, issu des chambres de commerce et d'industrie, qui a été élue à la présidence de l'assemblée.

Dans un contexte et une période où la démocratie sociale a souvent été ignorée, voire, attaquée, la CFDT a essayé de démontrer, au quotidien, par son investissement fort au Ceser, que la société civile peut et doit jouer un rôle essentiel.

En renouvelant la délégation en janvier 2024, la CFDT Île-de-France a eu pour objectif de féminiser et de rajeunir la délégation. Elle peut et doit donc jouer un rôle essentiel. Elle se doit d'être force de propositions, de combattre l'extrémisme rampant, d'être cohérente... Les conseillers se réunissent chaque mois afin de préparer collectivement leurs travaux, interventions ou votes. Le Secrétaire général est régulièrement invité et un compte rendu des réunions est effectué et envoyé aux membres du Secrétariat régional.



CESER : UNE DÉLÉGATION ENGAGÉE

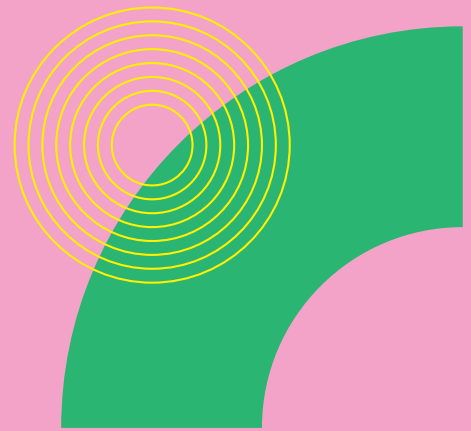
Avec seize conseillers, huit femmes et huit hommes, le groupe CFDT est le plus nombreux.

La CFDT a également obtenu :

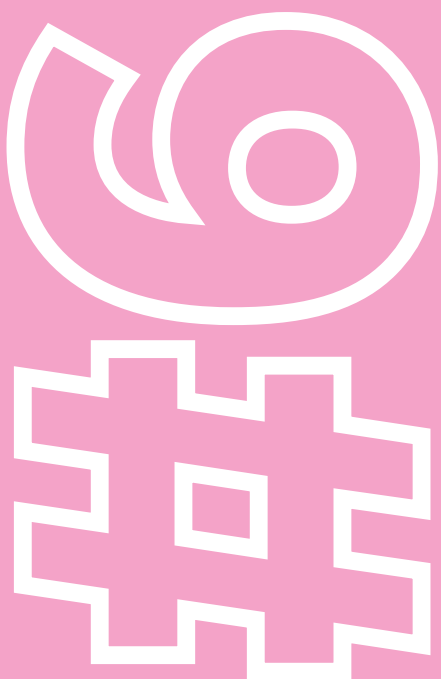
- La présidence de la commission Emploi, stratégique.
- La présidence du 2^e collège (syndicats) et la vice-présidence de l'assemblée à partir de 2027.
- La présidence du groupe de travail formation du Ceser.
- Trois places au bureau du Ceser, l'organe directeur de l'Assemblée.
- La responsabilité de rapporteur permanent au contrat de plan État-Région, très important pour les transports.

Les conseillers CFDT sont très investis au sein des quinze commissions thématiques. Ils ont notamment porté un avis sur le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation salué par l'assemblée, un avis sur le contrat de plan régional de développement des formations, très discuté avec le Conseil régional, un rapport sur l'accès au logement privé et un sur le 4^e plan santé-environnement.





UNE MANDATURE MARQUÉE PAR LE RENFORCEMENT DE NOTRE ORGANISATION



Accueil des nouveaux adhérents, rencontre des salariés, saisonniers, apprentis, livreurs et VTC sur leurs lieux de travail, accompagnement des équipes syndicales et des élus d'entreprise... La mandature aura donné lieu à de nombreuses actions de terrain pour renforcer notre développement syndical.

ACCOMPAGNER LES ÉQUIPES POUR RENFORCER LA SYNDICALISATION ET LA FIDÉLISATION

Les équipes syndicales ont été conviées par leurs fédérations à s'inscrire dans la définition des objectifs collectifs de développement, afin de se développer là où la syndicalisation est faible et créer de nouvelles sections d'entreprise ou d'établissement.

Le diagnostic qui permet de se fixer des objectifs s'appuie sur l'outil de ciblage CSE.

Une réunion des responsables de développement Île-de-France a eu lieu au premier trimestre 2023 pour faire le point sur les objectifs collectifs de développement.

L'appropriation des pratiques syndicales nécessaires au développement est proposée via la formation « Faire adhérer » et l'accompagnement du dispositif ARC.

Les nouveaux adhérents ont été conviés à des rencontres sur les territoires en 2022. En 2023, ils ont été invités au rassemblement des nouveaux adhérents, le 31 mai, en présence de Laurent Berger. Les accueils dans les territoires se sont déroulés en parallèle au 1^{er} semestre 2023. La proposition de conventionnement des syndicats avec la confédération pour l'utilisation de l'outil de suivi des adhérents et sympathisants Oscar n'a pu se déployer en raison de difficultés pour la confédération avec le prestataire, jusqu'au premier semestre 2023.

Par ailleurs, afin de respecter les décisions prises lors du congrès de Montrouge, l'Union régionale déploiera l'outil CRM sur la base du volontariat.

La convention de collaboration entre l'Union régionale Île-de-France et la CFDT Cadres a été signée et a donné lieu à la mise en place d'événements de fidélisation et de syndicalisation avec l'invitation de non adhérents.

SAISONNIERS ET JEUNES EN JOB D'ÉTÉ : LEURS DROITS NE SONT PAS EN VACANCES !

Le sujet des travailleurs saisonniers se pose différemment entre l'Île-de-France et les

zones touristiques dans les régions, avec les stations balnéaires, les stations de ski ou les lieux de récoltes de fruits et légumes.

La CFDT Île-de-France s'est, de fait, plutôt adressée aux jeunes en job d'été, qu'aux saisonniers, peu présents dans notre région. Les jeunes franciliens ont été les plus nombreux à répondre à l'enquête en ligne sur leurs conditions de travail et d'existence.

En 2024, l'initiative a eu lieu avec la fédération des Services, lors de la fête de la musique.

RENCONTRES DES RESPONSABLES DE DÉVELOPPEMENT

La CFDT Île-de-France réunit, deux fois par an, les responsables de développement des syndicats, pour faire le point sur les objectifs, échanger sur les pratiques.



CAMPAGNE DES SAISONNIERS ET JOBS D'ÉTÉ

Le 1^{er} juillet 2023, à proximité de l'église Saint-Eustache à Paris, en collaboration avec le syndicat de l'hôtellerie, du tourisme et de la restauration, les militants sont allés à la rencontre des salariés des bars, restaurants et commerces du quartier pour les informer sur les droits en matière de contrat de travail, de chômage, de logement, (via un questionnaire) sur leurs conditions de travail, les heures supplémentaires, les salaires... Certains ont pu bénéficier de l'adhésion découverte.

LES ACCUEILS DE NOUVEAUX ADHÉRENTS

La CFDT Île-de-France a toujours organisé des accueils des nouveaux adhérents sur les territoires, au plus près du lieu de travail ou d'habitation de ceux-ci.

Lors des manifestations contre la réforme des retraites, de nombreux salariés ont adhéré en ligne. L'idée d'organiser un accueil plus centralisé et complémentaire est apparue et a donné naissance au premier accueil régional des nouveaux adhérents franciliens dans les locaux de la Confédération, le 31 mai 2023. Un deuxième rendez-vous a eu lieu le 12 décembre 2023. En 2024, l'initiative a été organisée à nouveau dans les locaux de la rue de Crimée.

Certains reviennent lors d'autres événements proposés à l'Union régionale ou en proximité.

Ces actions de fidélisation sont essentielles pour faire découvrir l'interprofessionnel et attirer de futurs militants vers les syndicats qui sont également invités lorsque leurs adhérents répondent présent.

LES SALONS DES ÉLUS CSE

Après la période du Covid et compte tenu du potentiel des salons CSE en termes de développement et de fidélisation, la dynamique de participation aux salons CSE a été relancée dès 2022. L'équipe régionale participe à quatre salons CSE et rencontre entre 900 et 1000 élus par an.

La participation aux salons CSE donne une grande visibilité à la CFDT Île-de-France sur l'ensemble des salons et plus particulièrement lors des salons du Stade-de-France (deux salons par an) où nous sommes la seule organisation syndicale présente.

Les salons CSE sont l'occasion de rencontrer les élus CFDT, de les renseigner, les accompagner en les mettant en contact avec leur syndicat.

De nombreux échanges ont également lieu avec les élus sans étiquette, réceptifs aux propositions CFDT et qui sont recontactés par l'équipe régionale après chaque salon.

ACCUEILLIR LES NOUVEAUX ADHÉRENTS

Chaque rencontre est aussi l'occasion de présenter le dispositif ARC.

31 mai 2023



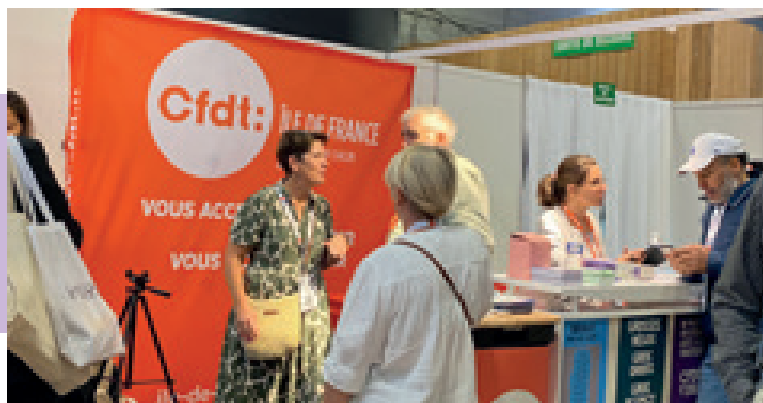
12 décembre 2023



19 novembre 2024



17-19 septembre 2024,
salon des élus CSE au Parc des
expos de la porte de Versailles.



L'offre de formation de l'IREFE est présentée systématiquement aux élus CFDT ainsi que le dispositif ARC, encore méconnu pour des nombreux élus.

LES AFTERWORK CADRES

En collaboration avec la CFDT Cadres, deux Afterwork-cadres ont été organisés dans le cadre de Réponses à emporter. En 2022, la rencontre portait sur les nouvelles formes de travail. En 2023, le thème était celui de la rémunération. Les participants ont apprécié d'aborder des thématiques spécifiques à leurs préoccupations professionnelles.

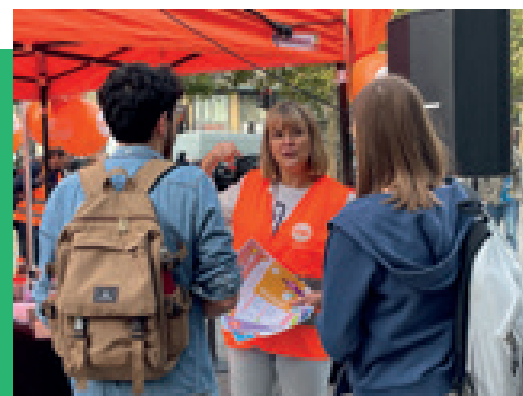
RÉPONSES À EMPORTER ET VILLES ORANGE

Chaque année durant la mandature, la dernière semaine de septembre, la CFDT Île-de-France a organisé des actions et coordonné celles des syndicats, dans le cadre de Ré-



**AGIR POUR LA PRISE
EN COMPTE DES CADRES**
13 Juin 2024, Afterwork à
l'Union régionale sur le thème
des conditions de travail
des cadres pendant les JOP.
La soirée s'est poursuivie
par un moment de convivialité
en musique.

ponses à emporter. L'objectif principal est d'aller au contact des travailleuses et des travailleurs pour leur faire connaître la CFDT et sa capacité à apporter des réponses concrètes aux questions en rapport avec le travail et les conditions de vie en Île-de-France.



RÉPONSES À EMPORTER
En 2023, plus de vingt points
d'accueil des salariés.

Des actions Ville Orange organisées avec le même objectif, à Versailles, Créteil et Cergy sont venues ponctuer celles de Réponses à emporter et contribuer à la visibilité de la CFDT Île-de-France.

AGIR POUR LE PASSAGE DES ADHÉRENTS RETRAITÉS VERS LES UNIONS TERRITORIALES

La convention de coopération entre l'Union régionale CFDT Île-de-France et l'Union régionale des retraités a permis la réalisation d'une plaquette d'information sur le syndicalisme des retraités et d'un guide pour le passage des adhérents retraités vers les unions territoriales de retraités.

Plusieurs réunions de travail ont eu lieu afin d'organiser une offre décentralisée de la formation « Adhérent.e CFDT, bientôt retraité.e » dans les départements.

Cette offre sera complètement déployée en 2024 avec l'aide d'animateurs de formation retraités.

ACCOMPAGNER LES ÉQUIPES DANS LE RENOUVELLEMENT DES CSE

Début 2023, les syndicats ont été sollicités via un questionnaire sur leurs besoins en matière d'accompagnement à la négociation des protocoles d'accords préélectoraux (PAP). Les structures interprofessionnelles de proximité ont été très sollicitées sur ce sujet et sont venues en appui des syndicats. Une initiative sur les protocoles d'accords pré-électoraux et les jurisprudences s'est également tenue le 1^{er} juin 2023.

Au plus fort des sollicitations de négociations des protocoles d'accords préélectoraux, la CFDT du Sud Francilien (Yvelines, Essonne, Val-de-Marne), par exemple, a recensé 11 militants volontaires pour aller négocier les PAP dans les entreprises où le syndicat professionnel ne pourrait pas intervenir. Ces volontaires, pour la plupart des retraités, ont apporté une aide inestimable pour permettre à la CFDT de déposer des listes de candidats là où elle n'était plus présente et ainsi permettre de favoriser notre représentativité.

Des sections ont été accompagnées à l'instar de la section Dassault Saint-Cloud qui est ainsi passée de trois candidats en 2019 à 14 candidats sur les listes en 2023, en respectant la mixité proportionnelle qui était une difficulté chez les cadres. Premier pas positif : la CFDT redevient représentative et passe de 8,4 % à 11 %. Plusieurs accompagnements ont également été proposés en matière de communication dans le cadre des élections CSE (cf. plus loin).



À LA CFDT, J'Y SUIS BIEN, J'Y RESTE !

Plaquette de présentation du syndicalisme retraité et des services et actions proposés dans la région.

La section Banque française mutualiste, a également démarré un accompagnement ARC pour se structurer et préparer au mieux les élections de renouvellement du CSE puisque cinq nouvelles organisations syndicales se sont créées localement et peuvent déposer des listes de candidat. Cet accompagnement ARC, commencé en 2024, se poursuivra en 2025. Le but est de préparer la campagne électorale, car il a été nécessaire de trouver de nouveaux candidats ; puis de structurer la nouvelle équipe, sans oublier le volet développement syndical.

Enfin, la CFDT Île-de-France avait planifié des journées « Reboostez votre CSE » avec les avocats du réseau des avocats Avec. Une seule s'est tenue à Courbevoie, avec une cinquantaine de participants, le 1^{er} février 2023. Cinq autres étaient programmées à Melun, Créteil, Trappes, Évry et Bobigny au premier semestre 2023 mais ont été reportées à des dates ultérieures du fait de la mobilisation contre la réforme des retraites.

CSE, 2^e mandat, le 1^{er} février 2023 à La Défense



AGIR POUR LA SYNDICALISATION DES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

L'action de la CFDT Île-de-France s'appuie sur son association partenaire, Union-Indépendants, depuis janvier 2022. Ceci a permis de coordonner l'action des VTC et des livreurs franciliens mais aussi d'assurer la représentativité d'Union-Indépendants lors des élections professionnelles qui ont eu lieu en mai 2022, puis en mai 2024. Avec 37,15 % des voix en 2024, contre 22,32 % en 2022, Union-Indépendants est devenue la première organisation chez les livreurs et conserve sa représentativité chez les chauffeurs VTC avec 9,1 %. Union-Indépendants est désormais la seule organisation syndicale représentative chez les VTC et les livreurs.

Union-Indépendants s'est doté d'un réseau de militants utiles au quotidien pour traiter à la fois des sujets collectifs que sont les problèmes de rémunérations, de transparence algorithmique et d'accès aux infrastructures mais aussi individuels comme la « réactivation » des comptes de centaines de travailleurs indépendants.

En dehors de ces travailleurs dits « ubérisés », Union Indépendants et la CFDT Île-de-France ont entamé un travail auprès d'autres catégories d'indépendants comme les créateurs de contenus. Le travail mené a permis à des indépendants franciliens de trouver des réponses aux nombreuses interrogations notamment sur les sujets de paiement à 30 jours et d'impositions. Enfin, l'Union régionale a mis à disposition d'Union Indépendants des moyens logistiques



permettant aux représentants livreurs et VTC d'accueillir et de débattre lors de permanences à Paris et Roissy.

L'action commune entre Union-Indépendants et la CFDT Île-de-France a pris un tournant dès la mise en place du dialogue sectoriel notamment par la mise en place de permanences livreurs qui ont accueilli au sein des locaux de l'Union régionale plus de 880 livreurs en demande d'aide. Des permanences ont aussi été mises en place sur le territoire du Val-de-Marne au cœur de la zone aéroportuaire de Roissy-CDG. Ce travail de proximité a permis de faire d'Union Indépendants la seule organisation syndicale représentative chez les VTC et les livreurs et première organisation chez les livreurs.

L'implantation d'Union-Indépendants n'est pas exclusivement auprès des travailleurs de plateformes. Le travail mené a permis à des indépendants franciliens de trouver des réponses aux nombreuses interrogations notamment sur les sujets de paiement à 30 jours et d'impositions.

@ Simone Perolari



L'Union régionale est venue en appui de la campagne nationale d'Union-Indépendants en matière de communication.

ÉLECTIONS DANS LA FONCTION PUBLIQUE : DES RÉSULTATS EN DEÇÀ DES ATTENTES

Les trois fonctions publiques, État, territoriale et hospitalière ont mené en même temps leur campagne électorale puis leurs élections en fin d'année 2022. La CFDT Fonctions publiques (UFFA) a produit de nombreux documents et tracts pour aider les militants dans leur recherche de candidats et pour leur campagne électorale. Les fédérations Interco et Santé sociaux ont également outillé et accompagné leurs syndicats.

L'Union régionale a accompagné, via ARC et en matière de communication, les équipes qui l'ont sollicitée. Les équipes syndicales ont bénéficié des formations « Préparer les élections pour gagner » proposées par l'IREFE en 2022, organisées en trois sessions : une pour les exécutifs de syndicats en charge des élections professionnelles et deux pour les militants (Rechercher des candidats et Faire voter CFDT).

En matière de communication, l'Union régionale est venue notamment en appui des campagnes électorales du Syndicat des affaires sanitaires et sociales ou encore de la section Lycées du Conseil régional d'Île-de-France. Les syndicats de la fonction publique hospitalière ont aussi sollicité l'Union régionale pour les accompagner durant la campagne électorale.

Les résultats des élections ont été difficiles à réunir au lendemain des élections professionnelles, en particulier pour la fonction publique d'État où ils n'ont pu être complets qu'en mars 2023. La participation est en baisse : 30 % de votants dans la fonction publique hospitalière (-3,7 points), 38,76 % (-5,35 points) dans la fonction publique territoriale et 46 % (-4,82 points) dans la fonction publique d'État.

Si à l'échelle nationale, la CFDT s'est fait ravis sa 2^e place avec un écart de 0,1 % au profit de FO, la CFDT conserve sa place de 2^e d'organisation syndicale représentative en Île-de-France, avec 18,89 %.

Les résultats ont été inégaux, avec de vraies déceptions mais aussi de belles réussites.

La CFDT est en légère baisse dans la fonction publique hospitalière (- 0,29 point) et la fonction publique territoriale (- 0,51 point), et plus nettement prononcée dans la fonction publique d'État (- 1,96 point).



AFFICHER NOS REVENDICATIONS

Campagne d'affichage de la CFDT Santé-sociaux Île-de-France créée avec l'appui du service communication de l'Union régionale.

Dès le début d'année 2023, l'UFFA a sollicité les unions régionales et fédérations pour déployer la stratégie pour les élections 2026. La CFDT Île-de-France est partie prenante de cette réflexion pour accompagner au mieux les syndicats.

LA CFDT ÎLE-DE-FRANCE, EN SOUTIEN DES SYNDICATS DE LA FONCTION PUBLIQUE

À la rentrée 2021, des rencontres avec les syndicats des fonctions publiques ont été réalisées afin de présenter l'offre d'accompagnement des élections professionnelles et la formation syndicale.

Des journées, dans le cadre de l'ARC, sur le thème de « La Loi de transformation de la fonction publique » et des webinaires sur « Les lignes directrices de gestion » et « Les accords de télétravail dans la fonction publique » ont été animés par l'UFFA et les avocats du réseau Avec. Les rencontres ont eu lieu à Trappes, Créteil, La Défense et à l'Union régionale, entre fin 2021 et tout au long de 2022.

Une soirée Infodroit sur les ruptures conventionnelles dans la fonction publique a également été proposée à Trappes, ainsi qu'à La Défense sur le thème « Les CSE dans la fonction publique ».

Le 19 mars 2024, a eu lieu une journée de mobilisation et de manifestation qui visait

Tractage sur le site de l'Université Paris-Saclay, 25 septembre 2024



à réclamer des mesures générales en faveur des agents titulaires et contractuels, notamment, une augmentation générale des salaires, la revalorisation des grilles indiciaires, ainsi que l'arrêt des suppressions de postes. La CFDT Île-de-France a facilité l'organisation de cette manifestation et la participation des Syndicats franciliens publics.

Le sujet des effets de la réforme des retraites dans la fonction publique, très demandé par les militants, a été proposé le 17 mai, dans le cadre des journées ARC et sous l'angle des conditions de travail qui découlent de l'allongement de la carrière.

stratégie de campagne, suivre les contacts et identifier des futurs adhérents ou sympathisants. À cette occasion, les orientations stratégiques définies par l'UFFA ont également été présentées. Plusieurs autres séminaires et rassemblements auront lieu tout au long de l'année 2025 pour accompagner au plus près les étapes qui mèneront au vote en décembre 2026.

ÉLECTIONS TPE: LA CFDT ÎLE-DE-FRANCE RETROUVE SA SECONDE PLACE

En 2020, la CFDT Île-de-France avait perdu sa deuxième place, l'Unsa arrivant deuxième organisation syndicale de la région derrière la CGT lors de cette élection des salariés des TPE. Quatre ans après, malgré une très faible participation, la CFDT Île-de-France, avec 5 522 voix, redevient la deuxième organisation syndicale représentative chez les salariés des très petites entreprises.

La campagne qui aura duré plus d'un an et qui s'était fortement intensifiée pendant l'automne a été marquée par de nombreuses actions de proximité, démultipliées grâce à un camion bureau mobile qui a sillonné l'Île-de-France.

Le 5 décembre 2024, la CFDT Île-de-France a accompagné les syndicats de la fonction publique dans une manifestation contre les projets gouvernementaux qui auraient durement touché les fonctionnaires. La chute du gouvernement Barnier l'avant-veille a finalement mis en suspend ces projets, notamment le retour des trois jours de carence en cas d'arrêt maladie.



Le bilan des résultats des élections TPE 2024 met en lumière les défis rencontrés et les résultats obtenus par la CFDT dans un contexte électoral marqué par une forte concurrence et une participation électorale en déclin. L'objectif principal de cette campagne était de regagner la seconde place après l'avoir perdu lors des élections de 2021, tout en cherchant à augmenter la participation des électeurs.

Pour atteindre ces objectifs ambitieux, 66 actions de proximité ont été menées (notamment avec le camion bureau aux couleurs de la CFDT), incluant des événements marquants tels qu'un Afterwork à Créteil et un rassemblement le 24 septembre à Paris. Ces initiatives ont permis de créer 330 contacts, renforçant ainsi la visibilité de la CFDT. En parallèle, une opération de phoning impliquant 27 militants a été déployée, générant 1003 appels.

La stratégie de communication a également été renforcée avec des mises à jour d'outils, l'envoi de mails aux adhérents et une campagne radio pour sensibiliser et inciter au vote. Des actions coordonnées, telles que l'envoi de SMS et la mise en place d'un phoning ciblant 1000 adhérents, ont été mises en œuvre pour maximiser l'engagement des électeurs.

En Île-de-France, le taux de participation a chuté à 3,60 %, indiquant une baisse préoccupante par rapport aux précédentes élections. Bien que la CFDT ait réussi à reprendre la deuxième place derrière la CGT, le nombre de voix a considérablement diminué, mettant en exergue l'urgence d'une mobilisation renforcée.

En somme, cette élection 2024 met en lumière les défis à relever. Malgré des efforts significatifs pour mobiliser et engager les adhérents, la CFDT Île-de-France devra adapter ses stratégies pour inverser la tendance à la baisse des voix et améliorer la participation. L'important reste d'aller au contact des électeurs. Ce résultat souligne la nécessité d'une réflexion collective future et d'actions concrètes pour redynamiser la participation des TPE lors des prochaines élections.

Action TPE à Montreuil (Seine-Saint-Denis), le 15 novembre 2024





LA PROXIMITÉ AU CŒUR DE NOTRE STRATÉGIE



L'action interprofessionnelle s'est
largement déployée sur les territoires,
au plus près des travailleurs.
L'ensemble de ce panorama de l'activité
de la CFDT Île-de-France en atteste.

PROXIMITÉ SUR LES TERRITOIRES

La proximité, axe majeur de l'orientation de la CFDT Île-de-France, s'est incarnée notamment au travers de Réponses à emporter, temps forts organisés chaque année en septembre pendant trois jours.

Lors de ces rencontres, les militants CFDT ont proposé l'adhésion « Découverte », une adhésion non payante pendant trois mois et donnant accès à tous les services CFDT.

Les Unions territoriales animent également des permanences d'accueil dans les lieux de proximité situés dans les huit départements. Elles organisent les réseaux de mandats, en particulier du juridique, accueillent des formations syndicales et organisent des événements en lien avec le plan de travail sur certains territoires à fort enjeu. À titre d'exemple, la CFDT Sud francilien (Yvelines, Essonne, Val-de-Marne) a organisé, sur la mandature, 18 rencontres d'accueil de nouveaux adhérents, reçu 28 formations en lien avec l'IREFE, organisé plusieurs Afterwork et participé, comme elle le fait traditionnellement, à la Fête des solidarités qui permet, chaque année, aux associations et mouvements, de présenter leur action dans les communes du Val-de-Marne.

SUR LE PLATEAU DE SACLAY

Le plateau de Saclay, qui regroupe une vingtaine de campus déployés essentiellement en Essonne mais aussi dans les Yvelines et Hauts-de-Seine, accueille une grande université et de grandes écoles parmi les plus prestigieuses, dans l'idée de créer un pôle d'excellence français de rang international.

Un hôpital y a été construit et des entreprises s'y installent et y déploient leur unité recherche et développement.

Autour de ce projet se posent des questions qui concernent plusieurs champs professionnels : restructuration des établissements, organisation du travail aussi bien pour les chercheurs et enseignants-chercheurs que pour le personnel technique et administratif, questions relatives à l'aménagement du territoire avec des difficultés d'accessibilité pour les étudiantes et étudiants et les travailleurs ainsi que des problématiques de logement.

SACLAY : UN PROJET INTERPROFESSIONNEL DE TERRAIN Une partie des militants impliqués



Au printemps 2023, l'Union régionale a réuni les militants chercheurs et enseignants CFDT de différents établissements pour constituer un réseau CFDT et une « cartographie ouvrière » des militantes et militants... Cette démarche vise à construire des initiatives interprofessionnelles avec les équipes dont l'implantation a été renforcée notamment par les résultats des élections fonctions publiques de fin 2022, et d'aboutir à un cahier revendicatif interprofessionnel avec une vision CFDT sur les enjeux sur ce territoire.

Lors des élections professionnelles dans la fonction publique de décembre 2022, un accompagnement renforcé a pu être déployé par la CFDT Île-de-France. La CFDT est devenue majoritaire à CentraleSupélec (6 sièges sur 10), elle reste majoritaire à l'IMT, institut polytechnique de Paris (avec 49,76 % des voix au CSA et 5 sièges sur 10). À l'université de Paris-Saclay, la CFDT devient la première organisation en voix. Elle est également la première organisation syndicale à l'université d'Évry Paris-Saclay. Là où elle dispose d'une implantation locale forte et où un travail de structuration des équipes a pu être mené avec la CFDT Île-de-France, la CFDT devient majoritaire : IUT de Sceaux (60 %), UFR Pharmacie (51,43 %), UFR Jean Monnet (57,4 %) pour ce qui est de l'université Paris-Saclay.

À LA PLAINE SAINT-DENIS : DES ÉLECTIONS STRATÉGIQUES

Depuis la construction du Stade de France à Saint-Denis, un quartier d'affaires constitué de nombreux sièges sociaux d'entreprises, d'administrations et d'institutions (HAS, EFS, AFNOR, etc.) s'est développé. Des initiatives interprofessionnelles CFDT s'y étaient déjà déployées en 2014-2015, notamment une enquête transport/mobilité/temps de travail/sécurité.

Dans la perspective de ses élections professionnelles, la CFDT Cheminots a sollicité en 2021 un appui de l'interprofessionnel pour mener des actions de proximité et donner de la visibilité à la CFDT au cœur de la « petite Défense », mais aussi autour de la gare RER D Saint-Denis/Stade-de-France qui se situe à proximité du nouveau siège social de la SNCF.

Ces actions marquent également la construction progressive d'une dynamique interprofessionnelle CFDT entre les différentes équipes syndicales présentes : Cheminots CFDT, Generali, les syndicats Interco 93, Santé Sociaux 93, SyFF (Finances), Commerce 93 directement ou par leurs sections locales.

Il est enfin à noter que ces actions, portées à la demande initiale par la CFDT Cheminots et le syndicat SNCAC dans l'optique des élections professionnelles à la SNCF de novembre 2022 ont permis à la CFDT de réaliser de très bons résultats sur le secteur qui comprend notamment le siège social de la SNCF. En effet, ce ne sont pas moins de 4 000 voix et environ 40 % du résultat national pour la CFDT Cheminots qui ont été réalisés sur le secteur des implantations du périmètre territorial ciblé. Un chiffre en hausse par rapport avec les élections précédentes.

LA PLAINE SAINT-DENIS, LA PETITE DÉFENSE

Trois opérations, déployant des barnums, et avec la présence de mandatés et de partenaires (Truck CEP) ont été organisées les 7 avril, 21 juin et 15 novembre 2022 avec des distributions de masse de tracts autour de positions CFDT sur le logement, la mobilité ou encore le télétravail. Elles ont contribué à sortir des sentiers battus sur l'image syndicale et ont même été reprises par d'autres organisations.

Le 21 juin 2022, à la sortie du RER



À ROISSY-CDG

L'inauguration de la Maison des organisations syndicales de la zone aéroportuaire de Roissy (Moszar) s'était tenue en mars 2020 et l'animation par l'interprofessionnel de ce lieu avait été suspendue pendant près de deux ans pendant la crise du Covid.

En 2023, la CFDT Île-de-France a relancé une dynamique sur la zone aéroportuaire de Roissy, soutenue par plusieurs militants. Des formations et des permanences ont été mises en place à la Moszar pour renforcer les équipes et répondre aux travailleurs de la zone.

En concertation avec les militants locaux, différentes actions ont aussi été menées : distribution de tracts en vue des élections législatives et européennes de 2024.

Des efforts d'aménagement des locaux et des rassemblements réguliers ont débuté fin 2024 contribuant à la création de la marque CFDT Roissy-CDG et reflétant un élan de cohésion et de renouveau syndical. Un Afterwork sur le thème de la transition écologique juste a été programmé en janvier 2025, ouvrant la voie à d'autres événements similaires pour rassembler les militants, échanger, et dynamiser l'action syndicale.



Flyer de présentation de la CFDT Roissy-CDG

Les négociations avec ADP ont également repris au sein de l'intersyndicale, avec pour objectif de préserver les locaux à moindre coût, permettant ainsi aux syndicats et sections de travailler et se réunir dans des conditions optimales. Cette dynamique se poursuivra en 2025 pour approfondir et consolider ces actions.

À LA DÉFENSE : UNE DYNAMIQUE CFDT AU CŒUR DU QUARTIER D'AFFAIRES

L'objectif, sur ce pôle d'emploi majeur de notre région, est de renforcer la visibilité de la CFDT, d'engager le dialogue avec les travailleurs et les travailleuses du territoire, mais également de créer du lien, faciliter les échanges et les actions communes entre les équipes syndicales du site.

De nombreuses actions ont ainsi été menées, ciblant en particulier la population des cadres : une fête de la musique, des initiatives sur les inégalités de santé entre hommes et femmes, des rassemblements d'élus cadres.

À PARIS : LE 7/9, MAISON COMMUNE DES SYNDICATS FRANCILIENS

Le début de la mandature aura été marqué par des difficultés de gouvernance politique à la tête de la CFDT Paris. Cela a amené, après décision des syndicats lors de l'assemblée territoriale de décembre 2021, le secrétaire général de la CFDT Île-de-France à assuré simultanément pendant une année la fonction de secrétaire général de la CFDT Paris et de la CFDT Île-de-France avec pour objectif de reconstituer une équipe qui aurait en charge le pilotage de ce territoire et l'administration de ce grand lieu d'accueil du public et d'hébergement des syndicats qu'est le 7/9 rue Euryale Dehaynin à Paris 19^e. Cela a été chose faite à l'automne 2022 avec l'arrivée d'une nouvelle équipe qui s'est employée à redynamiser l'ac-

tivité de la CFDT Paris et le bâtiment du 7/9. Le 7/9 reste le plus grand lieu d'accueil du public de France à la fois parce qu'il permet à une trentaine de syndicats franciliens d'organiser des permanences régulières pour les salariés de leur champ et aussi parce que l'interprofessionnel y assure aussi des permanences dédiées aux questions du logement, des permanences juridiques et d'autres consacrés à la régularisation des travailleurs sans papiers. Ce bâtiment est le seul lieu CFDT de France ouvert 6 jours sur 7 de 9h à 21h.

L'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE D'ORGANISATION

L'accompagnement en matière d'organisation a couvert un large éventail de demandes, allant des plus simples aux plus complexes. Les demandes les plus simples, portant sur le bon fonctionnement du syndicat, ont pu être rapidement traitées et résolues. D'autres ont, en revanche, nécessité plusieurs mois de travail avec les militants. De la mise sous administration provisoire à la constitution d'une nouvelle équipe fonctionnelle, il a fallu assurer une présence régulière. Ce travail de reconstruction et de soutien, visant à aider les militants à trouver leur place et à rétablir une vie démocratique pleinement fonctionnelle au sein du syndicat, exige un lien étroit et constant.

Avec de nombreuses fédérations, ce lien a été renforcé pour partager les signaux d'alerte et soutenir les syndicats dans les moments les plus difficiles. Les contrats développement organisation formation accompagnement (Dofa) ont permis de formaliser cet accompagnement.



7/9 rue Euryale-Dehaynin à Paris

L'ÉVOLUTION DE L'INTERPROFESSIONNEL FRANCILIEN

La 4^e partie de la résolution d'orientation adoptée à plus de 93 % par le congrès extraordinaire de la CFDT Île-de-France du 22 juin 2023 intitulée « préparer la mise en œuvre de l'évolution de l'interprofessionnel francilien » a prévu cinq chantiers : un chantier statutaire, un chantier financier, un chantier services généraux et immobilier, un chantier ressources humaines et un chantier communication.

Nous pouvons y adjoindre le chantier plus transversal autour de la notion de proximité qui fait quant à lui l'objet d'un groupe de travail issu du Bureau régional qui doit faire des propositions qui aboutiront à un déploiement opérationnel au plus tard au 31 décembre 2025.

Les chantiers mentionnés ci-avant ont été lancés dès la rentrée de septembre 2023 et aboutiront au plus tard au 1^{er} janvier 2026 et autant que possible avant cette date.

Ceux-ci sont copilotés, pour chacun, par un responsable régional et un secrétaire général d'UTI.

Le chantier statutaire est à ce jour le plus abouti. La modification des statuts et du règlement intérieur de l'Union régionale interprofessionnelle CFDT Île-de-France ont déjà fait l'objet d'une présentation débattue par le Bureau régional. Ils ont été adoptés par ce dernier et seront soumis au débat ainsi qu'au vote du congrès ordinaire de la CFDT Île-de-France en juin 2025.

Par ailleurs, les statuts des unions départementales CFDT des huit départements franciliens font également l'objet de modifications tenant compte de l'évolution de l'interprofessionnel francilien. Ces modifications ont été présentées pour information et avis au Bureau régional. Ils le seront également dans les instances des quatre UTI et leur modification devra être adoptée au plus tard avant la dissolution de celles-ci lors des assemblées territoriales qui se dérouleront entre juin et novembre 2025.

Le chantier financier, quant à lui, est peut-être le plus important puisqu'il demande à regarder l'intégralité de nos process, à commencer par l'architecture financière de notre structure qui doit être adaptée à nos décisions relatives à l'évolution de l'interprofessionnel francilien. Ce chantier associe le trésorier régional, les trésoriers d'UTI, nos comptables internes et externes, nos commissaires aux comptes et autres professionnels concernés par le sujet. Ce chantier d'ampleur, outre l'architecture financière globale de notre future Union régionale, induit de revoir nos règles de financement de la proximité au niveau départemental, de revoir nos règles de péréquation entre l'Union régionale et les unions départementales qui demeureront après la suppression des UTI, de modifier notre charte financière, d'y adjoindre un document plus « éthique » sur les règles et le fonctionnement financier dans une optique de transparence accrue. Nous devons également sécuriser financièrement et juridiquement l'impact de la dissolution des UTI afin de ne pas fragiliser notre futur interprofessionnel francilien.

Ce chantier est en lien direct avec celui des **services généraux et de l'immobilier**. Il s'agit pour celui-ci de passer en revue l'ensemble de nos biens immobiliers, de nos charges et produits et de déterminer ce qui relève du niveau régional (URI) ou qui demeurera au niveau

22 juin 2023,
congrès extraordinaire
de la CFDT Île-de-France,
à la Bourse du travail
de Paris



local (Unions départementales et lieux de proximités), de regarder ce qui peut faire l'objet d'une mutualisation régionale ou ce qui demeure localement dans un objectif de simplicité, de logique et de souplesse entre niveau local ou régional. De la même façon, que nous soyons propriétaires de nos locaux, locataires ou dans des locaux mis à disposition à titre gratuit, l'interprofessionnel francilien se doit de sécuriser, pérenniser nos locaux ainsi que d'y déployer un niveau uniforme de qualité et de services.

Autre chantier d'ampleur, celui des **ressources humaines**. Il a pour objectif de permettre le transfert de tous les salariés de nos structures (hormis ceux de l'IREFE) à l'Union régionale CFDT Île-de-France. Nous devons nous assurer de l'effectivité de ce transfert à compter du 1^{er} janvier 2026 et en assurer la sécurité juridique. De plus, il convient de procéder à l'harmonisation interne des différentes thématiques relatives aux ressources humaines afin d'obtenir un socle social commun à tous les salariés de notre Union régionale.

Autre chantier, peut-être moins tangible mais d'importance, celui de la **communication**. Nous nous devons de veiller à la mise en cohérence de la visibilité des lieux de proximité, des publications et de la communication interne et externe de la CFDT Île-de-France. Nous avons travaillé sur la cohérence de nos dénominations de structures, la mise en visibilité de nos actions et productions en évitant les envois similaires (cf. Newsletter) pour éviter les redondances. Nous travaillons également à notre présence et à la mise en cohérence de nos réseaux sociaux pour notre communication digitale.

Quant au **sujet de la proximité**, sa difficulté réside dans le fait que chacun possède une vision personnelle et y intègre des éléments qui ne sont pas forcément les mêmes pour tous. Cependant, au-delà de l'hétérogénéité de ce qu'est la proximité, il ressort que celle-ci doit aboutir à un travail accru de coopération et de mutualisation entre les structures afin de déployer au plus proche des habitants et des salariés une CFDT cohérente, innovante et lieu de débat et d'action pour faire vivre la démocratie sociale à tous les niveaux et tout endroit de notre territoire francilien.

Présentation de la résolution « Préparer la mise en oeuvre de l'interprofessionnel francilien »



Les salariés, détachés et militants qui font vivre l'interprofessionnel francilien ont été consultés et associés à l'élaboration de cette évolution par le biais de consultations pour mesurer leur connaissance du processus d'évolution de l'interprofessionnel en cours mais également pour en mesurer l'impact et adapter en conséquence nos chantiers. Une première phase s'est déroulée avant et après l'été 2024.

Nos instances politiques comme les instances représentatives du personnel de l'UES CFDT Île-de-France sont également par ce biais régulièrement informés et associés à la connaissance de ces chantiers. Ces mesures de connaissance et d'impact se poursuivront avant et après la phase de déploiement des différents chantiers et groupe de travail liés à l'évolution de l'interprofessionnel francilien pour qu'aucun acteur, dont les syndicats, ne soit oublié ou associé.

L'ARC, UN DISPOSITIF STRATÉGIQUE POUR LA CFDT ÎLE-DE-FRANCE

La CFDT Île-de-France a largement déployé et fait vivre, sur son territoire, le dispositif ARC. Ceci a pu se faire par de nombreuses actions de sensibilisation telles que les huit ateliers de l'accompagnement d'une journée qui ont permis à plus de 75 militants issus de 41 syndicats de s'approprier le dispositif, mais aussi par des interventions directes auprès de plus de 40 collectifs syndicaux et conseils d'UTI. Le déploiement du dispositif ARC se fait aussi auprès des élus du personnel eux-

24 janvier 2024, initiative sur le partage de la valeur en partenariat avec le cabinet d'experts Syndex



mêmes, notamment dans le cadre des salons des élus CSE.

Par ailleurs, des collaborations avec des fédérations volontaires ont commencé à se mettre en place pour des accompagnements (santé/ sociaux, construction et bois) pour des appropriations du dispositif ARC dans des instances de syndicats ou en format atelier pour toute l'instance décisionnelle d'un syndicat. D'autres projets sont en cours de construction dans ce cadre.

Quinze initiatives en webinaires et rencontres en présentiel ont été organisées sur des thématiques multiples, en partenariat avec les partenaires traditionnels de la CFDT, le cabinet d'experts Syndex et le réseau Avec, pour aider les adhérents et militants à monter en compétences. Ces rencontres ont connu un fort succès avec une moyenne de 25 participants environ (plus de 40 pour l'une d'entre elles).

L'Union régionale organise également deux sessions de formation des accompagnants ARC chaque année, soit 8 à ce jour réunissant 69 militants, désormais labellisés « Accompagnants de section ». Ces accompagnants sont ensuite réunis tous les trimestres par les référents ARC de la CFDT Île-de-France, pour les informer des évolutions du dispositif, les aider dans leurs missions et consolider un réseau qui s'est renforcé ces deux dernières années. Ces rencontres sont également l'occasion de séquences « formation continue » où des invités viennent présenter leurs missions, structures et les possibles collaborations et res-

sources pour notre réseau d'accompagnants. Enfin, avec l'aide du service communication de l'Union régionale, des outils d'information spécifiques ont été créés en direction des syndicats d'Île-de-France, pour présenter la déclinaison de l'ARC que nous mettons en œuvre sur notre territoire et pour promouvoir la mission d'accompagnants de section.

Totalement impliquée dans le réseau ARC des structures fédératives (confédération, unions régionales et fédérations), l'Union régionale participe de façon assidue aux différentes rencontres, séminaires, formations et visioconférences mensuelles des référents. Elle contribue aussi à développer les nouveaux outils dont se dote toute l'organisation CFDT pour accentuer le recours à l'ARC et ses possibilités (outil commun de suivi des accompagnements, outil permettant à tout adhérent d'activer son droit à l'accompagnement).



Plaquette de présentation du dispositif ARC

LE DÉVELOPPEMENT DE L'APPUI AUX ÉQUIPES SYNDICALES EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

L'Union régionale développe, depuis une dizaine d'années, l'accompagnement des équipes syndicales en matière de communication. Cela va de l'appui à la construction d'une campagne électorale (public cible, choix des outils, appui à la rédaction des messages) à la réalisation graphique de tous types de documents (professions de foi, guide de bienvenue à destination des adhérents, tracts, rapports d'activité...), en passant par la réalisation de vidéos.

En année pleine, l'Union régionale a ainsi accompagné une vingtaine d'équipes ou de champs professionnels chaque année entre 2022 à 2024. On pourra citer par exemple l'accompagnement d'équipes syndicales – de syndicats ou, à leur demande, de sections – du champ Santé sociaux (Arpavie ou Bienvenue chez soi), transports (CFDT Groupe Air France, ADP), Services (Propreté Île-de-France, Monoprix), SGEN (SGEN Paris), construction et bois (organisme de logement social), Interco (Seine-et-Marne et affaires sanitaires et sociales), ou encore de la Défense nationale. Le rythme a été particulièrement soutenu en 2023 avec le deuxième mandat des CSE du privé. L'action d'accompagnement en communication a également complété l'offre aux équipes proposée dans le cadre du dispositif ARC.

Depuis peu, un nouveau mode d'appui a été développé : la réalisation de professions de foi « type » à la demande d'un syndicat, qui sont ensuite déclinées par ses sections (qui y ajoutent leurs revendications et actions locales).

La CFDT Île-de-France a également développé un partenariat avec la CFDT Retraités Île-de-France. Après un guide très apprécié réalisé lors du précédent mandat sur les raisons de poursuivre son adhésion à la CFDT une fois en retraite, plusieurs documents destinés à faciliter la fidélisation des adhérents, à destination des syndicats d'actifs, ont été coconstruits.

L'ACTIVITÉ JURIDIQUE, UNE FORCE DE L'INTERPROFESSIONNEL FRANCILIEN

Depuis le début de la mandature, l'accent a été mis sur le développement des compétences de nos mandatés. En partenariat avec

UN APPUI DES CAMPAGNES DES ÉQUIPES CFDT

Avec le syndicat de la propreté Île-de-France, d'une part, et pour les sections des sous-traitants de la CFDT groupe Air France pour le syndicat d'autre part, l'Union régionale a conçu une profession de foi « type », modifiable par les sections syndicales. Les responsables ont jugé que cette nouvelle approche permettait aux équipes de se concentrer sur leurs actions de terrain tout en mettant en avant des acquis ou revendications spécifiques.



L'IREFE, l'Union régionale propose aux mandatés juridiques une offre de formation spécifique, ainsi que des parcours en collaboration avec l'ISST de Bourg-la-Reine et le CNAM.

Les conseillers prud'hommes se réunissent deux fois par an pour des journées de formation thématique organisées par l'Union régionale. L'IREFE a dispensé 1679 jours de formation prud'hommes en 2023, 1^{ère} année de mandat, et 1036 journées en 2024 pour 577 stagiaires conseillers prud'hommes formés.

LE JURIDIQUE : UN RÉSEAU IMPORTANT EN ÎLE-DE-FRANCE

406



CONSEILLERS PRUD'HOMMES

235



CONSEILLERS DU SALARIÉ

145



DÉFENSEURS SYNDICAUX

8 janvier 2024, rassemblement des
conseillers prud'hommes de Paris

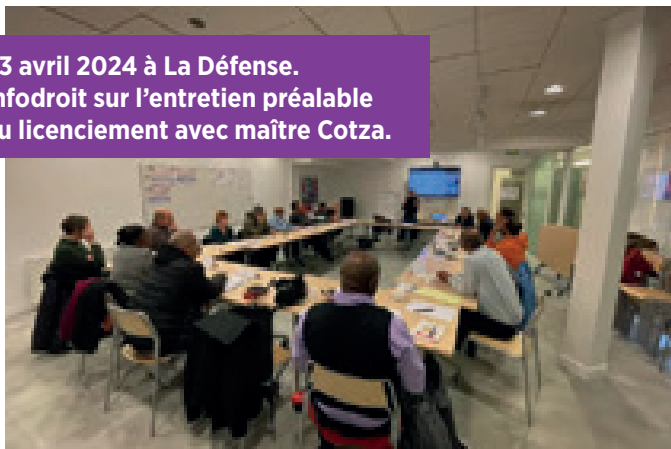


Les conseillers du salarié, qui exercent un mandat à compétence départementale, sont réunis sur les territoires.

La liste des défenseurs syndicaux, établie au niveau régional, a été entièrement renouvelée en juillet 2024 pour la mandature 2024-2028, avec la désignation de 46 nouveaux défenseurs syndicaux.

Pour répondre aux attentes des militants et des équipes syndicales, l'Union régionale continue de déployer les événements Info-droit sur l'ensemble du territoire francilien. Ces moments d'échange, animés par des avocats spécialisés en droit social privé et public du réseau Avec, permettent d'informer et de former les militants sur des sujets juridiques d'actualité. Les rencontres se tiennent généralement de 18h à 20h pour accueillir un large public, notamment ceux disposant de peu de temps syndical. En 2024, 19 événements Info-droit ont été programmés, dont deux destinés aux militants du secteur public.

23 avril 2024 à La Défense.
Infodroit sur l'entretien préalable
au licenciement avec maître Cotza.



L'Union régionale organise également une rencontre annuelle avec les avocats du réseau Avec pour explorer de nouvelles pistes de collaboration, notamment l'élargissement des thématiques spécifiques à la fonction publique. Dans toute l'Île-de-France, des permanences juridiques sont mises en place pour recevoir les salariés en litige avec leur employeur. Ces permanences, ouvertes aux adhérents comme aux non-adhérents, permettent de fournir des conseils et un accompagnement juridique, contribuant ainsi à fidéliser et développer notre réseau.

Enfin, dans le cadre d'une fusion entre le CIAMT et l'AICAC en 2019, l'Union régionale a engagé un contentieux pour dénoncer le non-respect de la procédure de consultation des instances paritaires (commission de contrôle et conseil d'administration). Ce contentieux a été résolu le 21 avril 2022 par la signature d'un protocole transactionnel, permettant à l'Union régionale de percevoir 100 000 euros alloués au secteur santé au travail pour soutenir nos actions dans ce domaine.

UNE NOUVELLE STRATÉGIE RÉGIONALE POUR LA FORMATION SYNDICALE

La politique de la formation syndicale dont l'organisme de formation régional, l'IREFE, assure la mise en œuvre, a fait l'objet de nouvelles orientations stratégiques afin de pérenniser une offre de formation en adéquation avec les besoins des syndicats.

En effet, la fin d'année 2021 et l'année 2022 se situant dans le creux de la vague du calendrier électoral des CSE du privé comme du public, notre institut de formation régional a connu une situation financière très difficile. C'est pourquoi, la nécessité d'agir à différents niveaux s'est imposée.

Débattus en mai 2023 avec le Bureau régional, plusieurs grands axes ont été définis pour faire évoluer l'offre de formation. En premier lieu, l'Union régionale a souhaité reconstituer et étoffer l'équipe d'animateurs de formation qui avait fortement diminué pendant la pandémie. L'IREFE a eu aussi recours au réseau confédéral d'animateurs pour l'aider dans l'anima-



Les seize futurs animateurs de formation à l'issue de la formation du 20 au 23 novembre 2023.

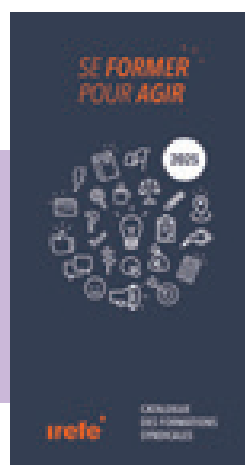
tion des formations des CSE de la fonction publique. Grâce à l'implication des syndicats dans le recrutement de nouveaux animateurs deux nouveaux groupes ont été formé en 2023 et 2024. Par ailleurs, les animateurs de formation syndicale bénéficient chaque année d'un séminaire de réflexion organisé à l'IREFE ainsi que d'une semaine de formation continue organisée par la direction de l'IREFE et l'ISST, 17 stagiaires en ont bénéficié en 2023.

Le réseau des responsables de formation des syndicats a été quant à lui réactivé. En 2023 et 2024, huit rencontres avec ces responsables ont eu lieu. Ces rencontres ont permis de relancer la réflexion sur l'élaboration des plans de formation des syndicats et leur accompagnement par l'IREFE et l'Union régionale. Les échanges qui ont lieu lors de ces réunions constituent une véritable formation continue des responsables.

À partir de 2024, une version papier du catalogue de formation IREFE a été mise à disposition des syndicats en complément de l'accès au catalogue numérique. C'était une demande récurrente des syndicats depuis sa disparition en 2021. C'est aussi un outil important distribué auprès des nouveaux adhérents ou lors des salons CSE. Il est devenu incontournable lors des événements organisés par la CFDT Île-de-France car des formations existent en approfondissement de sujets tels que le handicap, la santé au travail, le document unique des

risques professionnels, les VSST, la transition écologique, par exemple.

Depuis 2023, les modalités d'inscription ont été améliorées, les syndicats sont mieux informés sur les sessions incomplètes, le délai de prévenance de 15 jours pour les formations annulées a de nouveau été respecté et de nombreuses sessions se sont tenues « en intra » sur les départements (3 à Évry, Bobigny et Melun, 9 à La Défense et Trappes, 5 à Cergy). De nouvelles conditions concernant les absences en formation ont été ajoutées. Le taux de remplissage des formations payantes s'est amélioré mais encore inégal en fonction des formations. Ainsi de la formation « Découverte de la CFDT » prise en charge par l'Union régionale qui connaît de nombreuses défections et des sessions à moins de 15 stagiaires.



Catalogue de l'IREFE 2025
Pour la première fois, les formations juridiques sont présentées dans le catalogue général et non un catalogue à part.



Face à la situation financière dégradée de l'IREFE, le Bureau régional a donc pris la décision d'augmenter le tarif appliqué aux syndicats de 40 € qui n'avait évolué depuis 2009 en le passant à 100 € à partir de septembre 2023, en attendant les prochaines orientations confédérales en matière de formation syndicale. Les tarifs réservés aux employeurs ont également été augmentés pour les CSE.

En fin d'année 2024, l'IREFE a été à nouveau certifié Qualiopi pour trois ans. Cet agrément est précieux car il permet à l'IREFE d'être reconnu par les OPCO pour le financement des formations CSE des moins de 50 salariés. Ces CSE d'entreprises de petite taille doivent pouvoir bénéficier des formations syndicales CFDT et non celles des prestataires maison de l'employeur.

Enfin, l'exercice 2023 a permis de revenir à une situation financière à l'équilibre et l'exercice 2024 à un léger excédent contribuant à reconstituer les réserves de l'institut qui avait été fortement amputé du faire des déficits successifs entre 2020 et 2022.

RENDRE VISIBLES NOS ACTIONS ET NOS REVENDECTIONS

Durant cette mandature la CFDT Île-de-France a plus fréquemment pris position sur des événements liés à l'actualité régionale ou aux choix du conseil régional d'Île-de-France. Ces prises de position par communiqué de presse, relayées sur les réseaux sociaux, ont permis de faire connaître nos revendications et propositions au-delà des cercles militants.

Le dispositif de communication de l'Union régionale s'appuie sur plusieurs piliers. Comme

Une des dernières productions de l'Union Régionale, un guide sur les dispositifs d'accès au logement pour les salariés.



Solidaires
sur les risques
professionnels
N°545
Décembre 2024

on l'a vu tout au long de ce rapport, l'action revendicative de l'Union régionale a donné lieu à la production de plaquettes, guides, tracts et autres supports de communication en appui des événements et des dossiers revendicatifs.

Solidaires, trimestriel de l'Union régionale, a poursuivi son objectif de mise en valeur des actions des équipes franciliennes et de présentation des actions menées par l'interprofessionnel francilien auprès des militants CFDT, des acteurs politiques et institutionnels franciliens et d'associations.

La Lettre régionale, vitrine de l'action de l'Union régionale auprès des responsables et mandatés, a contribué à faire connaître les rencontres organisées par l'interprofessionnel francilien comme les interventions dans les équipes syndicales des membres du secrétariat régional.

Le site Internet et les réseaux sociaux de l'Union régionale ont poursuivi leur développement, avec environ 1000 visiteurs et followers supplémentaires chacun depuis trois ans.

Depuis le précédent congrès, les actions des Unions territoriales interprofessionnelles sont de plus en plus intégrées au dispositif de communication régionale, aussi bien en amont (valorisation sur les réseaux sociaux notamment), qu'en aval (*Solidaires*, *La Lettre régionale*).

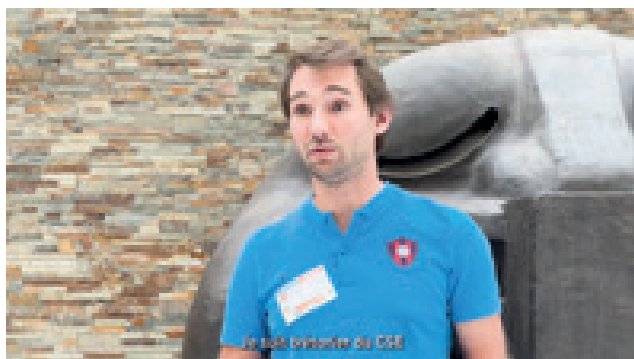


DEUX NOUVEAUTÉS

En mars 2024, la CFDT Île-de-France a lancé sa newsletter mensuelle. Celle-ci s'adresse en particulier aux responsables, délégués syndicaux et centraux, mandatés et secrétaires de section du public, mais au-delà, à toute personne intéressée par l'action de la CFDT Île-de-France dans la mesure où chacun peut s'abonner sur la page d'accueil du site Internet. Cette newsletter rencontre un franc succès. Sa construction est simple : dans chaque numéro, une initiative à la une avec un mini-portrait du porteur de dossier, une initiative à ne pas manquer, un lien vers toutes les initiatives sur « Je participe », une action d'équipe sur le terrain, deux formations de l'IREFE, la présentation de quelques outils.

Des enquêtes ciblées lors des initiatives régionales montrent que ce nouvel outil facilite la valorisation des rencontres régionales. Au-delà d'une cible claire et facile à atteindre (les délégués syndicaux), la Newsletter permet de développer des interactions avec le site Internet de la CFDT Île-de-France, mais aussi sur le site de l'IREFE.

Ensuite, l'Union régionale multiplie, depuis quatre ans, la réalisation de vidéos restituant des initiatives, présentant des portraits d'adhérents, mais aussi, en amont, des vidéos d'animation invitant à participer à nos actions. La vidéo, très efficace sur les réseaux sociaux, est en plein développement. Depuis quatre ans, l'Union régionale a ainsi développé des compétences techniques sur la vidéo à proprement parler et sur le fonctionnement des algorithmes sur les réseaux qui favorisent un tel type de format ou un autre.



Vidéos de témoignages
de nouveaux adhérents
réalisées lors d'un accueil
interprofessionnel

CONCLUSION

L'activité présentée ici n'aurait jamais pu voir le jour sans la mobilisation, l'implication de centaines de militants et mandatés, des salariés, permanents et responsables de la CFDT Île-de-France.





23 et 24 janvier 2023,
Bureau régional à Bruxelles

CONCLUSION

Les objectifs fixés au début du mandat ont été globalement atteints, malgré les nombreux soubresauts liés à l'actualité. À l'issue de ces quatre années, la CFDT Île-de-France est plus forte et plus cohérente. Avec plus de 130 syndicats sur son périmètre, elle reste l'organisation fédérative la plus importante en nombre d'adhérents de la Confédération.

La future mandature qui va s'ouvrir évoluera toujours dans un contexte difficile où l'actualité viendra encore et toujours percuter notre syndicalisme. C'est en renforçant encore et toujours la cohérence au travers de projets syndicaux ambitieux que la CFDT Île-de-France continuera à grandir et rester au service des travailleurs franciliens.

La CFDT Île-de-France a ainsi mené de front la finalisation de son évolution interne démarrée il y a vingt ans, l'ensemble des activités prévues au plan de travail, des actions supplémentaires dont une grande partie à la demande la Confédération, des mobilisations au côté de tous ceux qui en ont eu besoin et conduit un mouvement social d'ampleur nationale pendant près de six mois.

Le Bureau régional, en charge du pilotage stratégique de la CFDT Île-de-France, enfin, aura été un acteur majeur de cette mandature en liant exigence et confiance pour faire vivre notre syndicalisme et permettre à la CFDT Île-de-France d'être une organisation fédérative incontournable au sein de la CFDT et un syndicat crédible et reconnu en Île-de-France chez les travailleurs comme auprès des institutions.



Le bâtiment Crimée,
un lieu d'accueil et
de formation pour
toutes les équipes



ANNEXE 1



L'ACCOMPAGNEMENT DES ÉQUIPES SYNDICALES AU CŒUR DE L'ACTION DE LA CFDT ÎLE-DE-FRANCE

Voici quelques éléments sur les équipes accompagnées, en particulier dans le cadre du dispositif ARC (Accompagnement, ressources, conseil), mais aussi en matière de communication.

Dans le cadre du dispositif ARC, la très grande majorité des accompagnements a porté sur l'organisation, la structuration, voire la restructuration de sections. Il s'agit donc d'accompagnements très longs, la plupart du temps sur un an et demi à deux ans, à raison d'une à deux journées entières par mois.

Plus globalement, l'action a parfois permis de créer des sections, mais aussi de développer de nouvelles implantations à la faveur d'élections CSE.

En matière de communication, l'aide a porté sur l'organisation de campagnes électorales et la communication électorale, sur des actions menées par les syndicats à destination de leurs adhérents (trombinoscopes, guides de bienvenue), ou sur des actions ponctuelles (enquêtes, salons...).

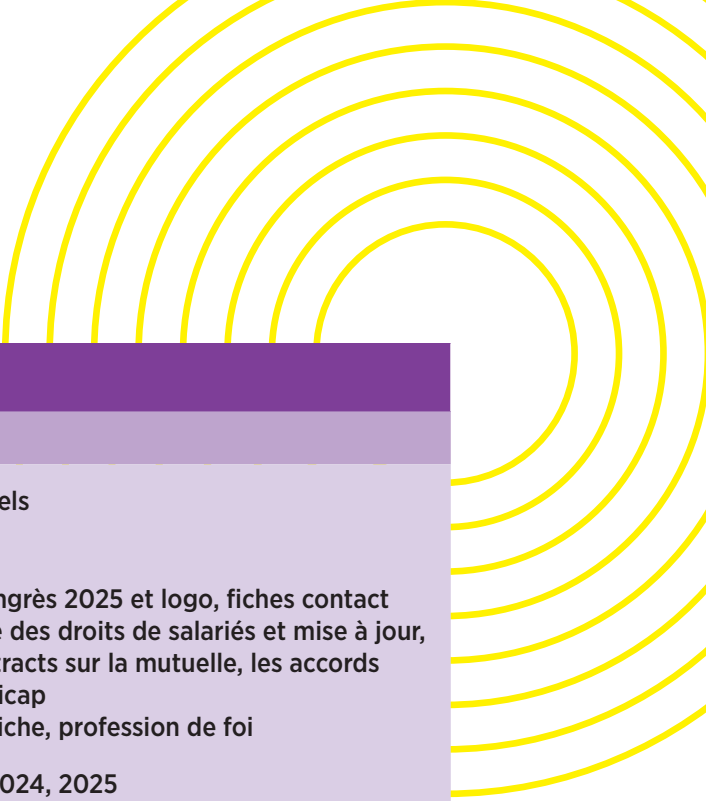


DÉVELOPPEMENT / ORGANISATION / REPRÉSENTATIVITÉ	
CFDT AGRI-AGRO	
SFTA	<ul style="list-style-type: none"> • Standing Ovation
CFDT BANQUES ET ASSURANCES	
Banques Île-de-France	<ul style="list-style-type: none"> • La Banque Française Mutualiste
INTERCO	
Services Publics Parisiens	<ul style="list-style-type: none"> • Métropole du Grand Paris
FÉDÉRATION CHIMIE ÉNERGIE CFDT	
Sécif CFDT	<ul style="list-style-type: none"> • Vifor France
COMMUNICATION CONSEIL CULTURE	
SNAPAC	<ul style="list-style-type: none"> • Believe Music
Bétor-Pub	<ul style="list-style-type: none"> • BSI France • Talan SAS • Informatica
CFDT CONSTRUCTION ET BOIS	
SCB Métropole	<ul style="list-style-type: none"> • ICF Habitat • Véolia industries global solutions
FÉDÉRATION DE LA FORMATION ET DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ	
Synafor	<ul style="list-style-type: none"> • École de la deuxième chance
FÉDÉRATION GÉNÉRALE MÉTALLURGIE ET MINES CFDT (FGMM-CFDT)	
SYMEF	<ul style="list-style-type: none"> • Envea
SANTÉ SOCIAUX	
Paris	<ul style="list-style-type: none"> • Association Les amis
Seine-et-Marne	<ul style="list-style-type: none"> • Groupement hospitalier de l'Est Francilien
Yvelines	<ul style="list-style-type: none"> • Centre hospitalier Théophile Roussel • Ehpad Les Tilleuls • Association de Parents d'Enfants Inadaptés (APEI)
Hauts-de-Seine	<ul style="list-style-type: none"> • Résidence les vignes • Accompagnement du syndicat
Seine-Saint-Denis	<ul style="list-style-type: none"> • Hôpital Robert Ballanger • Centre hospitalier de Montreuil
Val-d'Oise	<ul style="list-style-type: none"> • Centre hospitalier d'Eaubonne-Montmorency
AP-HP	<ul style="list-style-type: none"> • Jean-Verdier • Rothschild • Antoine Bécère • Hôpital Européen Georges Pompidou
SERVICES	
SMA	<ul style="list-style-type: none"> • Ass. pour le droit à l'initiative économique
ICI	<ul style="list-style-type: none"> • Gecina • JLL
TRANSPORT-ENVIRONNEMENT	
SPASAF	<ul style="list-style-type: none"> • 3S Aliya

ANNEXE 1



COMMUNICATION	
BANQUES-ASSURANCES	
Assurances	<ul style="list-style-type: none"> • Section Allianz : Kakemono
F3C	
SNAPAC	<ul style="list-style-type: none"> • Section du musée du quai Branly : logos, mails, tracts, profession de foi, • Section Believe : logo, affiches, appel de candidatures, profession de foi
CONSTRUCTION ET BOIS	
Fédération	<ul style="list-style-type: none"> • Campagne électorale d'ICF Habitat (bailleur social) : tracts, professions de foi, affiches....
SGEN	
Paris	<ul style="list-style-type: none"> • Kakémono, présentation de l'équipe et mise à jour
FINANCES	
Fédération	<ul style="list-style-type: none"> • Création lingette lunettes goodies
INTERCO	
Services publics parisiens	<ul style="list-style-type: none"> • Cartes de visite, logos de section • Campagne électorale des agents des lycées : tracts, vidéos, trombinoscope
Interco 77	<ul style="list-style-type: none"> • Affiche pour les panneaux syndicaux, guide de bienvenue
Affaires sanitaires et sociales	<ul style="list-style-type: none"> • Campagnes électorales 2021, 2022, 2023, 2024 : tracts, professions de foi, logos des sections, affiches
SANTÉ SOCIAUX	
Santé sociaux Paris	<ul style="list-style-type: none"> • Section Les amis - ensemble de la campagne électorale : Affiches, tracts, profession de foi
Santé sociaux (national)	<ul style="list-style-type: none"> • Campagne Arpavie - ensemble de la campagne - création de tracts, professions de foi...
CFDT AP-HP	<ul style="list-style-type: none"> • Dépliant sur l'égalité femmes/hommes et la lutte contre les VSST • Calendrier 2025 pour les agents



COMMUNICATION	
SERVICES	
Coordination des services	<ul style="list-style-type: none"> • Flyer Marche des essentiels • Mise à jour des statuts
SICO	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport d'activité de congrès 2025 et logo, fiches contact • Section Monoprix : guide des droits de salariés et mise à jour, affiches, fiches contact, tracts sur la mutuelle, les accords d'intéressement, le handicap • Section Bon marché : affiche, profession de foi
Prévention sécurité	<ul style="list-style-type: none"> • Calendrier 2022, 2023, 2024, 2025
Propreté	<ul style="list-style-type: none"> • Campagne CSE 2^e mandat : professions de foi « type » pour l'ensemble des sections • Logos, signatures de mail, modèles de courrier
TRANSPORTS	
RATP	<ul style="list-style-type: none"> • Tract de démantèlement de l'Epic
Cheminots	<ul style="list-style-type: none"> • Tract sur la restauration, tract sur la mobilité douce, tract post-électoral, tract télétravail
Groupe Air France	<ul style="list-style-type: none"> • Élections CSE : profession de foi «type» pour l'ensemble des équipementiers sous-traitants, logo de l'ensemble des sections, profession de foi pour certaines sections
SNTA	<ul style="list-style-type: none"> • Élections ADP : logo et profession de foi, affiche
RETRAITÉS	
Union régionale IDF	<ul style="list-style-type: none"> • Convention régionale : guide « La CFDT Retraités, j'y suis bien, j'y reste », tract sur le transfert d'adhérents, Kit de développement syndical
Paris	<ul style="list-style-type: none"> • Flyer « être retraité à Paris » pour les forums des associations



ANNEXE 2



LE BUREAU RÉGIONAL

1 ^{er} COLLÈGE SECRÉTARIAT RÉGIONAL	
• Olivier CLÉMENT	• Hassan MOHAMED
• Géraldine CORNETTE	• Nathalie HOCDE
• Diego MELCHIOR	• Patrick LABBOZ

2 ^e COLLÈGE	
• Raphaël BRETON	• Aurélie LAGAVILLE
• Vincent GUERIN	• Badiaa SOUIDI

3 ^e COLLÈGE SYNDICATS		
• Astrid AUZOU CONNES	• Mirella DELUGE	• Daniel LIMBALLE
• Nadia BERGHOUT	• Patrick DJIBONGO	• Joseph LOUIS
• Emmanuel BOLUSSET	• Viviane EKOUMÉ	• Pascal PEDRAK
• Xavier BOUTRELLE	• Baptiste GENTY	• Stéphane RABUEL
• Thanh BUI	• Juan-Antonio GONZALEZ	• Patricia VIRFOLET
• Isabelle CAYLA	• Valérie HAETTEL BAUDEL	• Brigitte WAINTRAUB
• Christine DEFERT	• Thierry LEREBOURG	

ILS ONT ÉTÉ MEMBRES DU BUREAU RÉGIONAL PENDANT LE MANDAT		
• Amale AZZOUZI	• Steve BRINGART	• Isabelle TANIUO
• Michèle BERRADA	• Chantal LAVEDRINE	
• Nadia BOSC	• Eloïse ROUSSEAU	

ANNEXE 3



L'ÉQUIPE DE L'INTERPROFESSIONNEL

LES RESPONSABLES	
• Diego MELCHIOR - secrétaire général	• Raphaël BRETON - secrétaire général UTI Est
• Géraldine CORNETTE - secrétaire générale adjointe	• Vincent GUÉRIN - secrétaire général UTI Sud
• Patrick LABBOZ - secrétaire régional - trésorier	• Aurélié LAGAVILLE - secrétaire générale UTI Paris
• Olivier CLÉMENT - secrétaire régional	• Badiaa SOUIDI - secrétaire générale UTI Ouest
• Nathalie HOCDE - secrétaire régionale	• Mathieu COINDET - responsable de la coordination
• Hassan MOHAMED - secrétaire régional	

L'ÉQUIPE RÉGIONALE		
• Franck ALBERICI	• Yseult DESSAIR	• Omar MELHA
• Philippe ANTOINE	• Ludovic DOMSGEN	• Nadhir MHIRI
• Sophie BARROIS	• Karen DONADEL	• Pascale MOREL
• Jean-Yves BÉLATY	• Tiziana FANTINATI	• Lamia OULD BOUSSAÏDI
• Stéphane BENOIT	• Johnny FAVRE	• Murielle PÉAN GÉRARD
• Malika BOUANATI	• Yann FRIOUX	• Marina PEN
• Judith BOUMENDIL	• Jinane GHALAYINI	• Pascal QUINTON
• Pascale BREUIL-KACI	• Michèle GUÉMENÉ	• Lucie REGRETTIER
• Géraldine CARBONELL	• Alice HERAS	• Carole RITZ
• Besma CHAÏEB	• Simon HOUNHOUAYENOU	• Linda SANCHEZ
• Frédéric CLIN	• Simon LALOU	• Hedi SOUAEH
• Marion DAUCHOT	• Olivier LECLERCQ	• Fabian TOSOLINI
• Olivier DAVID	• Philippe LENGRAUD	
• Marie-Emmanuelle DECROOCQ	• Françoise MANOUBA	

ANNEXE 3




LES ÉQUIPES TERRITORIALES		
• Corneille AMORY ABATHAN	• Djamila HABIB	• César OVIEDO
• Ines BENMALEK	• Vanessa LISKA	• Birgul OZKAN
• Léna BONNIN	• Aude MELON	• Jacqueline PIERRE-BES
• Anna Maria CAVALLETTI	• Bernadette MENTZ	• Fabrice ZEITOUN
• Marc FRANCON	• Romeline MICHEL	
• Louise GRANGER	• Marie-Christine OUDART	

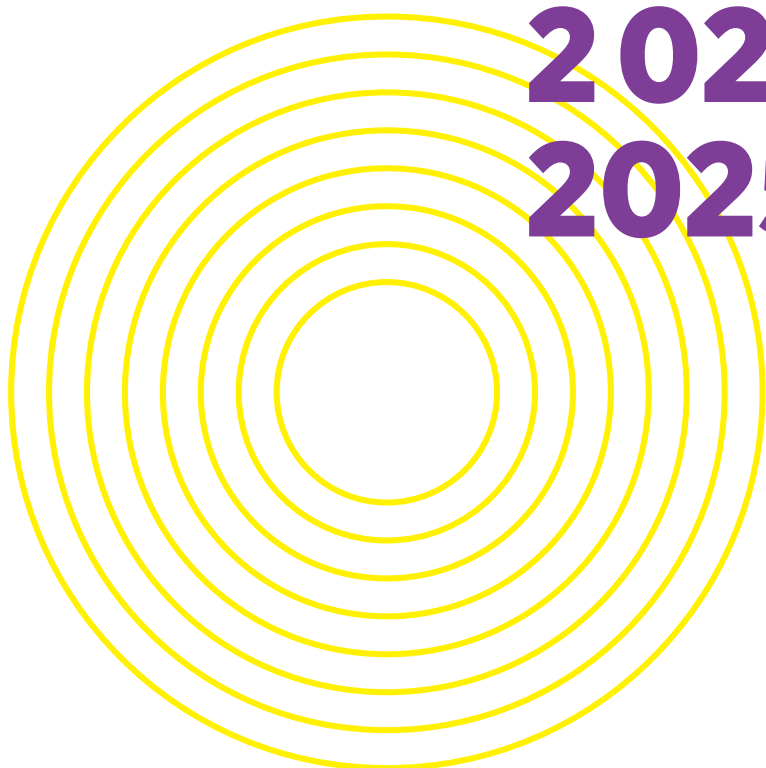
ILS ONT ACCOMPAGNÉ AU QUOTIDIEN L'ACTION DE LA CFDT ÎLE-DE-FRANCE AU COURS DE LA MANDATURE

■ Christophe AUVINET ■ Sylvaine AZZOUNI ■ Geneviève BARBE ■ Samira BELAHCENE
■ Cyril BESOMBES ■ François BON ■ Elisabeth BOSELLI ■ Annick CAIX ■ Dominique COUSSEAU
■ Olivier DACHEUX ■ Gwladys DAMADO ■ Katia DECRONAMBOURG ■ Isabelle DE OLIVEIRA
■ Thierry DUBOC ■ Hugo DUVAL ■ Fabrice GOMBERT ■ Michèle GOUDARD ■ Aline KANDALAFT
■ Denis LORE ■ Pascale LUKAS ■ Manina MARGUERITTE ■ Clément MELLIN ■ Karima MOHAND
■ Malika NABET ■ Jean-Jacques PERROT ■ Vincent PIGACHE ■ Séverine RONZANO
■ Dominique RUEL ■ Fatima SACKO ■ Henri SALMON-DORANGE ■ Sanna SYED





2021 2025



ÎLE DE FRANCE

UNION RÉGIONALE INTERPROFESSIONNELLE DES SYNDICATS CFDT D'ÎLE-DE-FRANCE

Rédaction : 78 rue de Crimée 75019 Paris | tél 01 42 03 89 00 | com@iledefrance.cfdt.fr

Crédits photos : CFDT Île-de-France | Simone Perolari | DR

Création et réalisation : Marina Pen et Judith Boumendil

Impression : KMC Graphic - RCS Melun 800 602 179 000 15

